



Nations Unies

# Conseil de sécurité

## CS/11266

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

7105<sup>e</sup> séance – matin & après-midi

### **LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DÉBAT DES CONCLUSIONS À TIRER DE L'ANALYSE DE LA GUERRE ET DES MOYENS NÉCESSAIRES POUR PARVENIR À UNE PAIX DURABLE**

#### **La Jordanie propose la création d'une équipe de consultants pour aider des pays sortant d'un conflit à établir une lecture partagée de leur histoire**

Comment une interprétation commune du passé permet de renforcer la paix et la sécurité internationales? Une soixantaine de délégations ont, aujourd'hui, à l'aube d'une année de commémoration du déclenchement de la Première Guerre mondiale, réfléchi autour de la table du Conseil de sécurité à des exemples concrets de réconciliation sincère fondée sur le souvenir commun de l'histoire, ciment d'une paix durable.

Au cours de ce long débat intitulé « La guerre, ses enseignements et la quête de la paix permanente », initié par la Jordanie\*, qui assure la présidence mensuelle du Conseil de sécurité, l'accent a été mis en particulier sur l'importance de la justice, de la réconciliation, de la bonne gouvernance et de l'état de droit, ainsi que sur une approche visant à éviter les divergences dans l'interprétation de l'histoire qui soulèvent les peuples les uns contre les autres.

Parce que la reconstruction physique d'un pays ne suffit pas à effacer les instincts de revanche, le représentant de la Jordanie a jugé opportun que le Conseil de sécurité s'intéresse aussi aux aspects psychologiques des conflits. Il a ainsi proposé la création d'une équipe de consultants en histoire qui aiderait les autorités des pays affectés, une fois que les armes se sont tues, dans leur effort de préservation des documents nécessaires à l'établissement d'une lecture partagée du passé.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, s'est félicité du fait que les Nations Unies soient de plus en plus impliquées dans les aspects non physiques de la consolidation de la paix.

« Même si nous disposons d'outils qui ont fait leur preuve pour séparer les armées et rebâtir, nous avons moins réfléchi à notre capacité de reconstruire la confiance entre les communautés, et de réconcilier des visions contradictoires de l'histoire et de l'identité », a-t-il ajouté, cette réconciliation passant, selon lui, par la capacité des parties à assumer leurs responsabilités passées.

Tout au long de ce débat thématique, les délégations ont tenté de tirer les leçons de l'histoire contemporaine, alors que le monde se prépare à commémorer le centenaire de la Première Guerre mondiale, catastrophe dont sont sortis les malheurs infinis du XX<sup>e</sup>, a souligné le représentant de la France, et le vingtième anniversaire du génocide rwandais.

Si le délégué d'Israël a rappelé que la guerre ne commençait pas avec les tirs d'armes à feu, mais lorsque les graines de la haine sont semées dans les cœurs de gens ordinaires, son homologue du Rwanda a salué l'exemple que constitue la réconciliation franco-allemande pour le reste du monde.

« L'Allemagne et la France ont réussi ce que personne n'aurait pu espérer ni même penser en 1918 ou en 1945 », a déclaré le représentant français, après avoir notamment relaté l'horreur de la bataille de Verdun, où, en 1916, périrent 700 000 Français et Allemands. « Il a fallu le génie de quelques-uns, la volonté et le courage de beaucoup, mais aussi de l'imagination et du temps pour créer des institutions communes où les jeunes des deux pays ont appris à se connaître et leurs parents à coopérer. »

« Traiter l'histoire de façon objective en reconnaissant les erreurs du passé est le meilleur moyen de construire un avenir sûr et stable », a dit le représentant du Royaume-Uni, dont le pays a admis sa responsabilité dans le « Bloody Sunday » du 30 janvier 1972 en Irlande du Nord, où 14 manifestants pacifiques furent tués par l'armée britannique.

De nombreux États ont convenu que la construction européenne a constitué l'un des meilleurs exemples de réconciliation. « Le processus de l'intégration européenne a fait une réelle différence après des siècles de guerres et de conflits », a estimé le délégué de l'Union européenne, en expliquant que lorsque Robert Schuman avait annoncé la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en mai 1951, il avait prédit que cette mise en commun des ressources rendrait impensable et impossible une guerre entre la France et l'Allemagne.

Plusieurs orateurs ont également estimé que la Cour pénale internationale (CPI) était un symbole mondial de la justice et un garant de la paix durable. Néanmoins, pour le délégué de la Jordanie, l'un des faits qui démontre que le Conseil de sécurité n'a pas toujours pris en compte l'importance de la vérité dans le processus de résolution des conflits est le peu d'intérêt qu'il accorde à cette juridiction, alors même que, selon lui, seule la CPI pourrait, par des témoignages qu'elle recueille, produire des faits avérés susceptibles de servir la postérité.

S'agissant du rôle du Conseil de sécurité, les représentants de l'Iran et de l'Inde ont jugé que son incapacité à empêcher des génocides et des massacres justifiait la réforme de sa composition afin de le rendre plus efficace dans sa mission à « préserver les générations futures du fléau de la guerre ».

Illustrant les tensions possibles autour des divergences de perception de la mémoire, les délégations de la République de Corée, de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la Chine ont fustigé l'attitude du Premier Ministre japonais, lequel s'est rendu, le 26 décembre 2013, au sanctuaire Yasukuni, rendant ainsi hommage à 2,5 millions de soldats japonais morts au combat, mais aussi à des criminels de guerre.

Si ces pays ont rappelé les exactions commises sur leur sol par l'armée impériale, le représentant du Japon a regretté que ce débat fût utilisé pour stigmatiser son pays qui a pourtant exprimé ses profonds remords à ce sujet.

\* [S/2014/30](#)

## **MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES**

### **La guerre, ses enseignements et la quête de la paix permanente**

**Lettre datée du 14 janvier 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Jordanie ([S/2014/30](#))**

#### **Déclarations**

M. JEFFREY FELTMAN, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a souligné la pertinence et l'actualité de ce débat au regard des crises en Syrie, au Soudan du Sud et en République centrafricaine. Il a rappelé qu'au cours de ces dernières années, l'ONU avait le plus souvent été appelée à mettre fin à des conflits internes plutôt qu'à des conflits entre pays qui sont de moins en moins nombreux.

Dans les deux types de conflit, a dit le Chef des affaires politiques de l'ONU, les divergences dans l'interprétation de l'histoire de l'identité peuvent constituer des facteurs de conflit. Comme alternative aux déclarations belliqueuses qui cultivent les divisions, M. Feltman a jugé indispensable que les parties acceptent un récit national partagé.

« La réconciliation des interprétations divergentes de l'histoire et de l'identité est un élément clef de la promotion d'une paix durable », a-t-il insisté. « Même si nous disposons d'outils qui ont fait leur preuve pour séparer les armées et rebâtir, nous avons moins réfléchi à notre capacité de reconstruire la confiance entre les communautés », a-t-il ajouté, en précisant que la réconciliation des visions contradictoires de l'histoire et de l'identité ne repose sur aucune science.

M. Feltman a jugé essentiel de trouver les moyens de gérer les crises en combinant les nécessités de guérison d'une société. Il a ajouté que la réconciliation passait par la capacité des parties à assumer les responsabilités du passé. Pour être en mesure de rétablir la confiance et le respect mutuel entre les groupes et les individus, il faut que ces groupes et personnes reconnaissent leurs propres actions. Il a dit que les dirigeants devaient montrer l'exemple en favorisant la coopération et une réflexion honnête par rapport au rôle de chacun dans le conflit.

Si la jeunesse constitue le meilleur espoir de surmonter les difficultés du passé, il faut commencer le plus tôt possible en élaborant des cours d'histoire partageant les interprétations différentes des faits passés et ainsi rompre le cercle vicieux de la division des communautés. Il s'est demandé comment les Nations Unies pouvaient combiner la gestion de la crise avec l'importance de voir les sociétés guérir. Mettre fin à la guerre ne produit pas forcément les bases d'une paix durable, a-t-il dit en rappelant que les communautés qui s'affrontent aujourd'hui en République centrafricaine vivaient en parfaite harmonie depuis des siècles.

Si un cessez-le-feu a été signé au Soudan du Sud, il s'agit maintenant de permettre aux anciens adversaires de se faire confiance, a-t-il dit. Au sujet de la Syrie, il a insisté sur le fait que la reconstruction physique du pays ne suffirait pas à effacer les instincts de haine et de revanche, si chaque communauté n'entame pas une réflexion honnête quant à son rôle respectif dans le conflit.

Il a cité en exemple la mise en place de relations positives entre l'Iraq et le Koweït. Néanmoins, face aux récits différents des communautés irakiennes et à l'aggravation des tensions entre sunnites et chiites sur fond de crise syrienne, il a dit que la nécessité de forger un récit national commun est indispensable même si difficile.

Par ailleurs, M. Feltman a souligné l'expérience de 15 missions de maintien de la paix et 120 000 Casques bleus qui disposent de mandats robustes en matière de protection des civils. Si le rôle de l'ONU a été décisif en matière de reconstruction en Sierra Leone et au Mozambique et de prévention des conflits au Liban et en République démocratique du Congo (RDC), M. Feltman s'est aussi félicité du fait que les Nations Unies soient de plus en plus impliquées dans les aspects non physiques de la consolidation de la paix.

À cet égard, il a mentionné le cas du Yémen, où l'accord sur la transition politique qui vient d'être conclu stipule que les besoins de justice transitionnelle et de réconciliation nationale doivent faire l'objet d'accords par le biais d'un dialogue national inclusif. Si la réconciliation ne peut pas remplacer la justice, l'inverse est vrai aussi, a dit M. Feltman, en ajoutant que les Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR) ne pouvaient se substituer à la réconciliation. Il a affirmé que la recherche de la vérité et de la responsabilité pour le passé était essentielle en ajoutant que cette recherche devait se poursuivre dans le présent et le futur.

En conclusion, le Secrétaire général adjoint a demandé si la communauté internationale, et plus particulièrement les membres du Conseil de sécurité et de l'ONU, pouvaient fournir des mesures d'incitation à la réconciliation nationale. Quel est le bon moment pour lancer ce processus de réconciliation et comment prévoir le meilleur calendrier pour le lancement des processus électoraux et de transition? Lorsque la prévention a échoué et le nettoyage ethnique a pris place, comment réconcilier nos aspirations de reconstruction de sociétés partagées avec les réalités de la division?

M. Feltman a mis l'accent sur la nécessité de promouvoir la réconciliation nationale en rappelant que la « catastrophe syrienne » démontrait combien les conflits internes non résolus posaient des risques graves à la paix et à la sécurité internationales. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a rappelé que l'ONU serait plus forte lorsque ses membres seront en paix entre eux et au niveau interne.

M. ZEID RA'AD ZEID AL-HUSSEIN (Jordanie) a relevé que, malgré de nombreux débats menés, dans le passé, par le Conseil de sécurité sur les conflits et leurs causes, il y a des questions qui n'avaient jamais été traitées, comme celle de la divergence qui peut exister entre plusieurs narrations faites au sujet des mêmes faits historiques. Des narrations qui sont empreintes, a-t-il noté, de distorsions ethniques et nationalistes, et sont ainsi susceptibles de créer des conflits, tout en étant parfois des obstacles à la réconciliation après les conflits.

Il a ainsi indiqué, dans un style imagé, que si l'on soulève le socle des civilisations humaines et qu'on y regarde en profondeur, on ne verrait pas des sentiments tels que la magnanimité et la compassion, mais plutôt des courants d'hostilité et d'amertume.

Le représentant a ensuite estimé que pour mettre fin aux conflits de manière permanente, il serait opportun que le Conseil de sécurité s'intéressât aussi aux aspects psychologiques liés à ces conflits. Il a ajouté que le Conseil avait déjà reconnu l'importance de la mémoire historique en soutenant les commissions vérité et réconciliation dans des pays comme El Salvador, la Sierra Leone ou le Timor-Leste.

Mais, a regretté M. Al-Husseini, ces exemples ne sont pas légion et cette approche n'a été adoptée par le Conseil que dans certains cas particuliers, alors qu'il eût fallu la généraliser. Il a ensuite expliqué que les commissions vérité et réconciliation avaient permis aux participants de gagner leur amnistie par des témoignages qui ne reflétaient pas toujours la réalité des faits. Il a ainsi proposé que ce genre d'exercice puisse être complété par des commissions d'enquêtes sur l'histoire.

Le représentant a également dit que l'un des faits qui démontre que le Conseil n'avait pas toujours pris en compte l'importance de la vérité dans le processus de résolution des conflits est le peu d'intérêt qu'il accorde à la Cour pénale internationale (CPI). Alors même, a-t-il expliqué, que seule la CPI pourrait, par des témoignages qu'elle recueille, produire des faits avérés qui serviraient pour la postérité.

Il a ainsi rappelé que ce n'est que lorsque la vérité est connue qu'une paix durable peut être possible. « La vérité ne s'apparente pas à une déclaration répétée tant et tant de fois qu'elle semble véridique, mais il s'agit des faits qui sont têtus et qui résistent à toutes les critiques ou interprétations diverses », a-t-il mis en garde. Il a ajouté que ces faits, cette vérité devaient être acceptés par toutes les parties qui doivent en plus reconnaître leurs torts, afin que le pardon et la réconciliation puissent conduire à une paix permanente.

Le représentant a proposé en outre que le Conseil de sécurité puisse créer un « service consultatif historique » afin d'assister les pays dans leur effort de préservation de leur mémoire. Il a apprécié les mécanismes judiciaires en place qui permettent de résoudre les conflits frontaliers entre États, précisant qu'il serait opportun d'ajouter un mécanisme historique pour réconcilier les interprétations différentes des faits historiques.

Il a expliqué le bien-fondé de sa proposition en citant des cas dans l'histoire de l'humanité, comme les procès de Nuremberg après l'Holocauste, où les accusés ont toujours nié les faits qui leurs étaient reprochés. Il a donc estimé qu'à l'échelle d'un groupe ethnique ou d'un pays, il serait impossible de savoir réellement ce qui s'est passé sans l'intervention d'une commission historique.

Le représentant jordanien a enfin reconnu que la tâche pouvait sembler immense, mais il a cité l'ancien Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld, selon qui « il ne faut juger de la hauteur d'une montagne qu'après avoir atteint son sommet, et qu'en étant au sommet, on pourra constater qu'elle n'était pas si haute ».

Mme SYLVIE LUCAS (Luxembourg) a estimé que la construction européenne était certainement l'un des meilleurs exemples de réconciliation. Des pays qui s'étaient fait la guerre pendant des générations, qui étaient à l'origine de deux conflits mondiaux, ont bâti ensemble un espace économique commun qui s'est transformé en union politique, a-t-elle dit, ajoutant qu'aujourd'hui, l'Union européenne représente un modèle *sui generis*, où les différends entre États sont exclusivement réglés par le droit.

La construction européenne est porteuse d'enseignements utiles dans le cadre de ce débat public, a-t-elle expliqué. Le premier de ces enseignements est, selon elle, qu'il n'existe ni fatalité historique, ni déterminisme. En effet, que des peuples qui voyaient en l'autre un ennemi héréditaire, aient choisi la voie de la coopération et de la réconciliation prouve que le cours de l'histoire n'est pas fixé une fois pour toutes et que la volonté politique, usée à bon escient, reste un extraordinaire moteur de progrès.

Le deuxième enseignement, qui découle du premier, concerne la lecture du passé. Alors que les plaies de la Seconde Guerre mondiale étaient encore vives, les Européens ont rejeté les appels à la revanche et à la stigmatisation. S'il n'a à aucun moment été question d'oublier ce qui s'était produit ni de forcer l'amnésie, aujourd'hui, quand ils portent un regard sur leur histoire, les Européens le font à l'aune de la coopération qui s'est établie entre eux depuis plus de 60 ans.

Un troisième enseignement a trait au pragmatisme qui a guidé la construction européenne, a poursuivi Mme Lucas. Le modèle européen de réconciliation est, certes, né dans un contexte historique qui lui était propre. Il n'en offre pas moins une formule qui garde sa valeur, comme en témoigne le processus d'élargissement continu de l'Union européenne.

La déléguée luxembourgeoise a, enfin, plaidé pour que l'équipe de consultants en histoire, qu'il a été suggéré de créer pour aider les autorités du pays ou des pays affectés à récupérer ou protéger les documents nécessaires à l'établissement d'une lecture partagée de l'histoire du conflit, veille à donner une voix aux sans-voix, c'est-à-dire aux victimes, en recueillant les témoignages des groupes les plus vulnérables comme les femmes, les enfants et les minorités.

M. GARY QUINLAN (Australie) a déclaré que parler de conflits signifie d'abord comprendre qu'elles en sont les causes. Il a estimé que les commissions vérité et réconciliation étaient des instruments majeurs qui permettent de comprendre les causes des conflits et de collecter des données sur le déroulement de ceux-ci et à terme, de pouvoir les prévenir.

Il a souhaité que les Nations Unies apportent un appui à ces commissions vérité et réconciliation dans leur tâche. Il a ensuite noté que la reddition des comptes était un processus important pour faire émerger la vérité, ceci en donnant une voie aux victimes. Il a aussi relevé que les cours pénales, nationales et internationales pouvaient également permettre, grâce aux faits qui y sont révélés, que les sociétés puissent faire face à leur passé et ainsi éviter de commettre les mêmes erreurs.

Il a en souligné que les commissions d'enquête établies par le Conseil de sécurité, en accord avec l'Article 34 de la Charte des Nations Unies, avaient démontré leur utilité. Il a estimé que les organisations régionales devraient également jouer un rôle majeur dans l'établissement des commissions d'enquête, et il a ajouté que la voix des femmes dans ce processus était fondamentale.

M. Quinlan a observé que les faits historiques visant à établir la vérité seraient toujours interprétés de diverses manières. Il a ainsi mis en garde contre la vérité des vainqueurs qui tendent à s'imposer aux vaincus. Il a expliqué que la paix durable résulterait du respect de l'état de droit, de la bonne gouvernance et des droits de l'homme.

Il a affirmé que l'objectif serait de construire des sociétés dans lesquelles les différences ethniques, raciales, religieuses, politiques et autres ne sont pas prises en compte, et dans lesquelles la violence et les conflits ne sont pas seulement inacceptables, mais aussi impensables.

M. LIU JIEYI (Chine) a souligné que l'édification d'une paix durable devait reposer sur un nouveau concept de sécurité caractérisé par la coopération et les intérêts communs. Il a jugé nécessaire de modifier le concept traditionnel de la sécurité et du respect et de tenir compte des préoccupations légitimes d'autrui en la matière. Il a plaidé pour la sécurité pour tous par le biais de la coopération et a insisté sur l'importance du dialogue afin de déboucher sur une sécurité partagée assortie de bénéfices mutuels. À l'ère de la mondialisation, a-t-il souligné, la paix est devenue notre espoir partagé.

Le représentant a souligné que le règlement des différends par l'intermédiaire de négociations et du dialogue était le seul moyen de parvenir à une paix durable et a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour empêcher que les conflits ne dégénèrent en guerre.

Il a également jugé nécessaire de renforcer le rôle du Conseil de sécurité en matière de prévention de conflit et l'a notamment appelé à accroître son efficacité et son autorité et à jouer un rôle accru dans la prévention de la guerre et le maintien de la paix. Le représentant a aussi dit l'importance d'édifier un modèle de développement capable de profiter à tous.

Le délégué a poursuivi en affirmant qu'ignorer les vérités de l'histoire en cachant les crimes d'agression ne ferait que déstabiliser la paix et remettrait en cause l'objectif même de notre humanité. Il a ensuite vivement dénoncé le fait que le Premier Ministre japonais s'était récemment recueilli devant un monument qui, a-t-il affirmé, honore la mémoire d'hommes qui ont fait couler le sang de la population d'un pays qu'ils ont envahi. Le représentant de la Chine a affirmé que le monument de Yasukuni symbolise l'agression militaire du Japon.

Il s'est insurgé contre le fait que des criminels de guerre, condamnés par un tribunal international, soient à présent considérés comme des héros, y voyant une déformation de l'histoire. L'hommage rendu par le Premier Ministre japonais à ces criminels de guerre fascistes est un déni des crimes commis pendant la guerre, s'est emporté le délégué pour qui ces actes méritent la condamnation du peuple chinois et de la communauté internationale.

Il a accusé le Premier Ministre japonais de chercher à réhabiliter des criminels de guerre. Le Japon entend-t-il honorer les principes de la Charte des Nations Unies ou la mémoire de criminels de guerre? a lancé le représentant, qui a ensuite appelé le Gouvernement du Japon à s'assurer de sa capacité à bénéficier de la confiance de ses voisins. Les tentatives de faire triompher le fascisme seront vaines, a-t-il prévenu.

Mme RAIMONDA MURMOKAITĖ (Lituanie) a relevé que les commissions d'enquête étaient des outils importants pour recenser les violations graves des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité. Elles sont aussi des instruments importants du travail du Conseil de sécurité.

Elle a affirmé que la vérité apparaissait aussi comme un élément essentiel pour atteindre une paix durable, mais elle a prévenu que la paix seule ne suffisait pas, et qu'il faudrait qu'elle soit accompagnée de la volonté politique et des réformes institutionnelles qui conduiraient à une société qui respecte les droits de l'homme, une société où règne l'état de droit, la reddition de comptes et la bonne gouvernance.

La représentante a également souhaité qu'un accent soit mis sur la prévention des conflits. Elle a parlé du cas du conflit entre la France et l'Allemagne tout au long de l'histoire, et qui a finalement conduit à un rapprochement entre ces deux pays frontaliers, et dans un domaine plus large, à la construction de l'Union européenne, forte aujourd'hui de 28 pays.

Dans le cadre de la prévention des conflits, elle a aussi noté le rôle de l'éducation, tout comme celui que jouent et devraient continuer de jouer les organisations régionales et sous-régionales.

Mme SAMANTHA POWER (États-Unis) a souligné que le contraire de la guerre n'est pas la paix mais l'absence de guerre et a dit l'importance de prendre conscience du fossé qui existe entre la cessation des hostilités et l'édification de la paix. Pour passer d'une absence de guerre à la paix, a-t-elle notamment dit, une communauté doit comprendre qui a fait quoi afin de pouvoir dépasser les

accusations et ne plus considérer un groupe ou une race comme responsable à lui seul de leurs souffrances.

Mme Power a évoqué son expérience de journaliste en Bosnie et a expliqué que celle-ci l'avait aidée à se rendre compte du rôle que joue l'histoire pour alimenter les conflits. Elle s'est ensuite inquiétée des violences intercommunautaires qui ont eu récemment lieu en « Birmanie » et a appelé au lancement d'une enquête sur les derniers incidents. Sinon, a-t-elle averti, de nouveaux cycles de violence s'enracineront en « Birmanie », chacun plus difficile à rompre que le précédent.

La représentante des États-Unis a ensuite convenu de l'importance de créer des archives afin de guérir les blessures laissées par un conflit, faisant notamment observer que lorsque des divergences d'opinion jailliront à l'avenir, les archives permettront de faire taire les points de vue erronés.

Mme Power s'est par ailleurs inquiétée des répercussions des conflits en cours en République centrafricaine, au Soudan du Sud, ainsi que du « conflit incontrôlé » qui fait rage en Syrie. Elle a fait observer que le défi à relever à l'avenir sera de créer un organe suffisamment crédible pour rétablir la confiance au sein de ces populations.

Mais, a-t-elle ajouté, il suffit de se mettre à la place des familles souffrantes pour se rendre compte à quel point il sera difficile de rétablir la confiance. La représentante s'est toutefois félicitée du lancement de différentes commissions d'enquête dans ces trois pays.

Il n'existe pas de modèle unique pour faire cesser la guerre, mais tout commence par la recherche de la paix et de la sécurité, a poursuivi Mme Power. Elle a fait état du procès en cours de Ratko Mladić pour affirmer que ceux qui œuvrent en faveur de la vérité sont ceux qui mettent les auteurs de crimes de guerre derrière les barreaux.

Elle a également salué le fait que le Conseil de sécurité avait démontré sa capacité de compréhension et s'était montré plus à même de réagir en cas d'atrocités de masse. Mais ce n'est pas là une panacée, a-t-elle toutefois dit. Un sage nous a conseillé de prier pour la protection de Dieu contre ceux qui estiment être les seuls détenteurs de la vérité car, a-t-elle souligné, la vérité ne collera jamais avec une seule et unique interprétation des faits.

« Ne pas savoir ce qui s'est produit avant que l'on soit né, c'est rester pour toujours un enfant », a déclaré M. MARK LYALL GRANT (Royaume-Uni), en citant Cicéron. Il a mis l'accent sur la responsabilité des États Membres au regard du contenu de l'histoire nationale qui est un élément important des identités nationales.

« Traiter l'histoire de façon objective en reconnaissant les erreurs du passé est le meilleur moyen de construire un avenir sûr et stable, a-t-il dit, en soulignant l'exemple de la reconnaissance par le Gouvernement du Royaume-Uni de sa responsabilité à l'égard de la tuerie du Bloody Sunday, en Irlande du Nord, le 30 janvier 1972.

Il a aussi affirmé combien les conflits dans les Balkans avaient montré les conséquences de l'exploitation et de la déformation de l'histoire par les dirigeants pour encourager les haines. « Les Balkans produisent d'avantage d'histoire qu'elles ne peuvent en consommer », a-t-il dit en parodiant une déclaration de Winston Churchill.

Il a ajouté que les différends historiques ne doivent pas être exploités à des fins conflictuelles. L'ONU doit aussi examiner son histoire et en faire une analyse cruciale de ses responsabilités alors que nous commémorons cette année les 20 ans du génocide du Rwanda et du massacre de Srebrenica, a insisté le représentant du Royaume-Uni.

M. OCTAVIO ERRÁZURIZ (Chili) s'est dit convaincu que la meilleure approche pour protéger les populations civiles est de lancer une diplomatie préventive active selon les termes de l'Agenda pour la paix. Il faut utiliser les outils dont dispose le Conseil de sécurité pour éviter que les différends ne se transforment en conflit et que ces derniers ne s'aggravent, a-t-il souligné. Le représentant a

également dit l'importance de renforcer les systèmes d'alerte rapide et de mieux connaître les causes des conflits ainsi que les sensibilités des différents acteurs.

Il a jugé nécessaire de renforcer la coopération entre l'ONU et les institutions régionales. Le représentant a aussi souligné l'importance de la participation des femmes au processus de prise de décisions. Il a par ailleurs constaté que les stratégies de prévention doivent envisager des stratégies de réconciliation entre les parties à un conflit, mais également savoir identifier les domaines de divergences.

Selon le représentant du Chili, la réconciliation ne saurait toutefois remplacer la justice et doit se fonder sur la justice, la vérité et les réparations. Il a également insisté sur l'importance que revêt la justice transitionnelle, y voyant une stratégie idoine pour assurer le respect du droit à la vérité et à la justice.

Le représentant a ensuite indiqué que pour rétablir la vérité sur l'histoire récente du Chili, diverses commissions d'enquête et de réconciliation avaient été créées dans le but d'avoir les conditions essentielles pour déboucher sur une réconciliation nationale effective, mais également afin de rétablir le concept public de la dignité des victimes. Il a ensuite appelé le Conseil de sécurité à renforcer la diplomatie préventive et les systèmes d'alerte précoce, entre autres.

M. GÉRARD ARAUD (France) a rappelé qu'en ce début de 2014, l'histoire se rappelait à nous en nous ramenant à ce bel été de 1914 où, en quelques jours, le monde a basculé dans l'horreur d'une guerre interminable. Pas moins d'1,4 million de Français, sur une population de 39 millions, devaient y laisser leur vie sans compter les 800 000 mutilés et les 3 millions de blessés, et sans oublier la dévastation de 40 000 kilomètres carrés du territoire national.

Le représentant, après avoir notamment relaté l'horreur que fut la bataille de Verdun, où périrent 700 000 Français et Allemands, a souligné que l'Allemagne et la France avaient réussi ce que personne n'aurait pu espérer ni même penser en 1918 ou en 1945. Elles se sont réconciliées. Les deux peuples ne se considèrent plus comme des ennemis héréditaires, ne se craignent plus, ne se haïssent plus. Aujourd'hui, a-t-il expliqué, Allemands et Français ont rédigé des manuels d'histoire communs où ils disent ensemble la même histoire, une histoire qui pourtant les a opposés si souvent. L'histoire n'est donc pas une fatalité. Allemands et Français ont su le prouver, a-t-il déclaré.

Pour le délégué français, ce n'est pas l'histoire qui fait ou entretient les conflits; ce sont les conflits qui façonnent, à leur image, l'histoire. Deux pays qui s'affrontent ou qui se rapprochent le font parce qu'ils y ont intérêt et non à cause d'une fatalité venue du fond des âges, mais ils ont besoin de trouver dans le passé la justification de leur hostilité ou de leur amitié. Ils la trouvent sans trop de difficulté parce que l'histoire est bonne fille, a-t-il dit.

L'homme a besoin de donner un nom à son malheur, l'homme a besoin d'être du côté de la justice et de la raison, l'homme a besoin de trouver un sens à son sacrifice et à celui des siens. L'histoire lui est donc nécessaire et même indispensable par ses certitudes, par ses explications et surtout par ses condamnations. On ne parviendra pas à priver l'homme de ce besoin ou alors, ce qui est pire, en essayant de le faire, on ranimera des disputes presque oubliées et on rendra à des querelles qui s'effacent une actualité qu'elles n'avaient plus parce que l'on se heurtera au refus des hommes de se renier.

En effet, une histoire sans coupable les oblige à admettre soit une part de responsabilité dans la tragédie soit leur impuissance à l'empêcher. Dans les deux cas, elle les dépasse, à leurs propres yeux, de leur dignité.

M. Araud a terminé en revenant sur le centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, catastrophe dont sont sortis les malheurs infinis du XX<sup>e</sup> siècle. Nul ne la voulait et pourtant ils n'ont pas su l'éviter, a-t-il dit. Que cette impuissance nous rappelle que nous vivons toujours au bord du gouffre; qu'il n'y a plus d'archiduc mais qu'il y a toujours la folie des hommes. C'est d'elle dont nous devons nous méfier, c'est elle que nous devons exorciser en sachant qu'elle rôde toujours, chez nous



comme chez l'autre. La paix n'est jamais acquise. Le cimetière de Verdun nous le rappelle, a conclu le représentant français.

M. OH JOON (République de Corée) a rappelé que ce débat du Conseil de sécurité intervenait alors que le monde se souvenait du début de la Première Guerre mondiale, il y a 100 ans. Il a souligné que les parties en conflit sont souvent divisées par l'incompréhension et l'intolérance. Il a ensuite rappelé les propos du philosophe américain George Santayana qui disait que « ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le répéter ».

Il a ajouté que le fait que le monde ait connu une autre guerre mondiale, deux décennies après la première, témoignait d'un échec à apprendre les leçons de l'histoire. Le représentant a ensuite regretté que la tension monte encore plus aujourd'hui qu'avant entre les pays d'Asie du Nord-Est. Il a expliqué que cette situation est due à la lecture biaisée que les dirigeants japonais ont de la période de l'impérialisme.

Il a fait référence au cas de l'Allemagne qui, en Europe, a compris ses erreurs passées et a travaillé à la réconciliation et à l'intégration européenne, relevant ensuite que le Japon, a contrario, n'avait pas rompu avec son passé militaire, et que cela expliquait la récurrence de plusieurs conflits dans la région.

M. Oh a ainsi estimé que les dirigeants japonais avaient fait montre d'une attitude révisionniste quant à l'histoire entre les deux pays. Il a aussi relevé que le contenu des manuels scolaires japonais semblait également être loin de la réalité des faits historiques. Il a critiqué les dirigeants japonais qui ont rendu hommage notamment aux anciens guerriers japonais enterrés au sanctuaire de Yasukuni. « Si le Japon veut vraiment contribuer à la paix régionale et mondiale, il devrait se garder de provoquer ses voisins par ses dénégations de l'histoire », a encore noté le représentant.

Il a par ailleurs décrié la pratique dite des « femmes de réconfort », des femmes notamment utilisées en temps de conflit pour distraire les combattants comme ce fut le cas par l'armée impériale japonaise en Corée. Il a indiqué qu'il ne restait plus que 55 de ces femmes qui étaient encore en vie, et il a regretté que cette question soit toujours en suspens entre le Japon et la République de Corée.

Le délégué sud-coréen a rappelé qu'en 2007, le Congrès américain et le Parlement européen avaient adopté des lois qui demandaient au Japon de reconnaître ses responsabilités historiques et légales et à dédommager les victimes de ces atrocités qu'il a présentées comme de « l'esclavage sexuel », et qui représentent, a-t-il ajouté, un « manquement à la conscience de l'humanité ». Le représentant a conclu en disant que l'histoire avance mais, pour ce faire, le Japon devrait d'abord faire face à son histoire et en tirer les leçons.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a souligné que ce débat intervenait à un moment crucial pour son pays qui commémorait actuellement le soixante-dixième anniversaire de la fin du siège de Léninegrad, obtenue au prix de centaines de milliers de morts, et celui de la libération par l'Armée rouge du camp de la mort d'Auschwitz, le 27 janvier 1945.

« Le verdict de l'histoire réaffirmé par le Tribunal de Nuremberg est aussi catégorique que la victoire de la coalition anti-Hitler sous conduite soviétique », a-t-il dit avant de préciser que ce verdict avait mené les vainqueurs à devenir les Nations Unies.

Prétendre que les manifestations du nazisme n'ont pas besoin d'être combattues aujourd'hui au prétexte que nos sociétés sont saines, est sous-estimer le danger et la nature pernicieuse de ce phénomène qui redevient une réalité alarmante, a dit le représentant russe. Il s'est demandé comment dans des sociétés démocratiques, le livre « Mein Kampf » reste un best seller sur Internet, pourquoi les organisations fascistes deviennent de plus en plus fortes, pourquoi un ancien Waffen SS a pu être enterré avec les honneurs nationaux, comment il est possible de changer l'histoire pour présenter des complices du nazisme comme des héros d'un mouvement de libération nationale, pourquoi des pays sont incapables de soutenir une résolution de l'Assemblée générale sur la prévention des nouvelles formes de racisme et de glorification du nazisme.

Le respect de la souveraineté et des prérogatives du Conseil de sécurité sont des facteurs essentiels pour éviter des bouleversements aux conséquences désastreuses. Il est impératif de faciliter un dialogue constructif entre les parties en conflit.

M. Churkin a cité les exemples que constituent le premier accord intervenu entre le groupe « 5 +1 » et l'Iran s'agissant du programme nucléaire de ce pays et de l'initiative russo-américaine pour la destruction de l'arsenal chimique syrien.

M. BANTE MANGARAL (Tchad) a constaté qu'outre les pertes en vies humaines, les conflits ont des répercussions sur l'existence même des États concernés car ils en détruisent les familles et le tissu social. Il a appelé la communauté internationale à se consacrer à la diplomatie préventive, faisant notamment observer que lorsque certains groupes ne disposent pas de ressources nécessaires, il y a risque de conflit.

Le représentant a ensuite fait observer qu'en Côte d'Ivoire et « contre toute attente », le conflit a pris fin, alors qu'en République centrafricaine un conflit a fait irruption alors que le pays était auparavant unifié.

Dans les situations de conflit, a-t-il enchaîné, tous les protagonistes sont des perdants car la guerre provoque la haine de part et d'autres. Le représentant a placé ses espoirs dans les retombées de la diplomatie préventive, y voyant une perspective prometteuse. Il a également évoqué le processus de réconciliation en Afrique du Sud qui a permis à ce pays de dépasser les séquelles de l'apartheid.

M. KAYODE LARO (Nigéria) a qualifié d'herculéenne la tâche de protéger les générations à venir du fléau de la guerre. Il s'est félicité du rôle central joué par le Conseil de sécurité en matière de prévention de conflit. Il a également affirmé qu'outre l'absence de conflit, il importe surtout d'établir une paix juste dans le monde. Lorsque les droits sont bafoués et que l'injustice prévaut, c'est là le terrain fertile des conflits, a notamment dit le représentant.

Le délégué a ensuite appelé les délégations à refuser tout appel à la guerre et à favoriser la réconciliation par l'intermédiaire du dialogue et de l'arbitrage. La responsabilité de protéger doit être synonyme de responsabilité de prévenir, a souligné le représentant. Il faut penser en termes d'ouverture et de compassion et savoir mettre l'accent sur tout ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous di

Mme MARÍA CRISTINA PERCEVAL (Argentine) s'est particulièrement inquiétée de l'augmentation de la proportion des victimes civiles, passée de 20% durant la Première Guerre mondiale, à 50% lors de la Seconde Guerre mondiale, et à plus de 80% dans les conflits actuels. Au-delà des conflits traditionnels, la représentante de l'Argentine a fustigé les mesures et décisions des centres financiers mondiaux qui nous montrent que les guerres peuvent être menées par d'autres moyens.

Elle a rappelé que ce n'est qu'avec la création de l'ONU que la paix est devenue une norme du droit international, avant de fustiger le gouffre qui sépare les principes de la Charte de la réalité. Il est impératif de mettre en place des mécanismes régionaux et universels pour prévenir les atrocités. Il faut la coopération pour renforcer l'état de droit, a-t-elle dit, avant de souligner l'attachement de la région d'Amérique latine et des Caraïbes pour la bonne gouvernance en laissant de côté les vestiges du colonialisme.

M. EUGÈNE-RICHARD GASANA (Rwanda) a rappelé que son pays commémorait cette année le vingtième anniversaire du génocide rwandais, qui est devenu possible parce que le Conseil de sécurité n'a pas souhaité entendre l'appel au secours du peuple rwandais.

Il a cité l'incapacité de l'ONU à obtenir une paix permanente en République démocratique du Congo (RDC), en appelant l'Organisation à éviter de trouver des boucs émissaires. La mémoire des 20 dernières années nous a encouragés à inviter la population à surmonter les divisions ethniques et participer à la reconstruction d'un pays compétitif, a-t-il dit.

Il a affirmé que les tribunaux populaires « Gaçaça » avaient terminé leur travaux en juin 2013 après avoir traité des milliers de cas, alors que parallèlement le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) n'avait pu traiter que 75 affaires pendant la même période avec des budgets colossaux.

Il a demandé que les archives du TPIR soient transférées au Rwanda parce qu'elles font partie intégrante de l'histoire du Rwanda et de la mémoire du génocide. Il a appelé à construire des sociétés résistantes aux conflits avant de citer l'exemple du discours du représentant de la France et de s'appuyer sur l'exemple de la réconciliation franco-allemande.

« Nous savons tous que ceux qui ignorent l'histoire ont tendance à la répéter », a convenu M. PHILIPP TAULA (Nouvelle-Zélande), pour souligner l'importance de ce débat. En 1993, si les membres du Conseil avaient davantage réfléchi à l'histoire du Rwanda, ils auraient peut-être pu reconnaître les tensions sous-jacentes et éviter « l'échec tragique » face aux événements de 1994.

De même, les leçons tirées de l'action tardive au Mali aurait dû inspirer le Conseil face à la situation en République centrafricaine, a encore dit le représentant. Les anciens conflits ne font bien souvent que prévenir des futurs, a-t-il poursuivi. Il a reproché au Conseil d'avoir développé de nombreux instruments en vertu du Chapitre VII mais de se montrer moins adapté à l'action pacifique couverte par le Chapitre VI. Or, adapter le travail du Conseil dans ce domaine est « vital », a estimé le représentant.

Dans le travail du Conseil, la prise en compte des facteurs historiques est essentielle tout comme, a-t-il insisté, l'introduction d'un certain degré de souplesse pour pouvoir entendre, de manière plus régulière, tous ceux qui sont le mieux à même d'évaluer une menace à la paix et à la sécurité internationales. C'est le cœur même de l'alerte rapide, a souligné le représentant.

Tenir compte des racines historiques d'un conflit n'est pas seulement un moyen d'identifier plus rapidement un problème potentiel. C'est aussi un moyen de trouver des solutions propres à instaurer une paix durable par la réconciliation. Or, cet aspect des choses fait souvent défaut dans les résolutions du Conseil, a dénoncé le représentant qui a invité ce dernier à mieux exploiter le potentiel de la Commission de consolidation de la paix et du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique.

Il a aussi appelé le Conseil à reconnaître que dans bien des cas les pays non membres peuvent trouver les solutions les plus adéquates pour désamorcer les crises, comme ce fut le cas de la Nouvelle-Zélande lors des tensions aux Îles Salomon. Il faut donc que le Conseil soit plus ouvert à l'apport des autres États Membres de l'ONU, a-t-il conclu.

M. GUILHERME DE AGUIAR PATRIOTA (Brésil) a estimé que le système de sécurité collectif multilatéral, le Conseil de sécurité notamment, représentait le meilleur espoir de mettre les leçons du passé au service d'une paix durable à venir. Le représentant a insisté sur la nécessité pour ce système de jouir de l'universalité et de la légitimité, ainsi que sur l'importance du droit international et du multilatéralisme.

Il a également souligné que le Conseil de sécurité devait être considéré comme légitime et représentatif et a estimé qu'il importait donc de répondre avec urgence aux appels lancés en faveur de sa réforme afin de prévenir l'« érosion du système ».

Le représentant a également dit l'importance d'accorder une attention prioritaire à la prévention de conflits et s'est dit convaincu que le Conseil de sécurité est capable de faire davantage en la matière. Il a ensuite fait observer que les menaces les plus graves à la paix et à la sécurité internationales émanaient de tensions entre et parmi les puissances mondiales qui sont le plus lourdement armées.

Alors que l'examen de l'ordre du jour du Conseil de sécurité pourrait laisser penser qu'il existe une corrélation directe entre pauvreté et guerre, la vérité historique est que ce sont ceux qui sont les plus avancés sur le plan militaire qui ont provoqué des destructions à la plus large échelle possible.

À l'heure actuelle, a-t-il dénoncé, la menace à la paix et à la sécurité internationales continue de découler de la prolifération d'armes de destruction massive et de la notion selon laquelle les plus puissants peuvent se placer au-dessus du droit international.

Le délégué s'est ensuite penché sur les contributions de l'histoire à la réconciliation et a signalé qu'il était particulièrement difficile de faire la distinction entre les réinterprétations continues et légitimes de l'histoire, d'une part, et de l'autre, la manipulation de l'histoire à des fins politiques limitées.

Dans de nombreuses nations postconflit, les identités culturelles antagonistes s'implantent dans les récits historiques et enracinent l'inimitié parmi les groupes. On ne saurait surestimer l'importance que revêt la compréhension d'autrui par opposition à la perpétuation d'attitudes antagonistes.

Le représentant a évoqué la pensée du prix Nobel Amartya Sen qui a dit l'importance de permettre la coexistence des identités multiples d'un individu, arguant que les catégorisations en terme de caractéristiques ou d'identité exacerbent la méfiance et fomentent la violence.

La pluralité culturelle doit donc être considérée comme un élément essentiel pour prévenir la consolidation d'idéologies hégémoniques qui alimentent la haine au lieu de promouvoir la compréhension, a estimé le représentant, pour qui la représentation partagée du passé est tout aussi importante pour briser les cycles de dissémination de distorsions et de falsifications.

M. GERT ROSENTHAL (Guatemala), invoquant l'expérience de son pays qui a connu un long conflit, n'a pu qu'adhérer au document de réflexion de la présidence du Conseil. Mais, a-t-il prévenu, il faut être réaliste et reconnaître que nous vivons dans un monde imparfait.

Nous devons toujours, a-t-il préconisé, mettre l'accent sur la prévention et en cas d'échec, aller rapidement vers le règlement du conflit avec le plus petit coût humanitaire possible. Compte tenu de la multiplication des conflits tribaux et sectaires, l'heure est venue de réévaluer l'efficacité de la « boîte à outils » du Conseil.

Ce dernier doit continuer à adapter ses mandats à chaque situation car il n'y a pas de solution applicable à tous les conflits. Le Conseil peut tout faire mais la paix ne peut se faire qu'entre les parties au conflit. Les acteurs locaux restent en définitive maîtres de leur destinée.

Alors que l'ONU a commémoré il y a deux jours la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, M. RON PROSOR (Israël) a regretté que les signes de la haine qui ont conduit à Auschwitz et à Treblinka n'aient pas été pris en compte.

Rendant hommage aux 6 millions de juifs, dont 1,5 million d'enfants, tués dans les camps de la mort, le représentant d'Israël a rappelé que la guerre ne commençait pas avec les tirs d'armes à feu ou le déploiement de soldats, mais lorsque les graines de la haine et de l'intolérance étaient semées dans les cœurs de femmes ou d'hommes ordinaires.

À l'aune du vingtième anniversaire du génocide rwandais qui a débuté en avril 1994, le représentant d'Israël a déclaré que ce massacre aurait pu être totalement évité si les avertissements du général Dallaire avaient été entendus par l'ONU.

Du Cambodge, au Darfour, en Somalie, la communauté internationale continue d'échouer à éviter les massacres, a dit M. Prosor, en appelant les États Membres à ne pas rester immobiles alors que des civils sont exterminés.

Il a appelé à ne jamais rester silencieux face aux signes avant-coureurs de la guerre avant de s'inquiéter de l'existence, en 2014, de programmes scolaires de certains pays qualifiant les juifs d'inhumains. Au-delà de la paix entre gouvernements, il faut travailler à une réconciliation entre les peuples, a insisté M. Prosor.

M. THOMAS MAYR-HARTING, Chef de la délégation de l'Union européenne, a souligné qu'il y a deux jours, la cérémonie dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste dans la salle de

l'Assemblée générale a, une fois de plus, rappelé les pages les plus sombres de l'histoire récente de l'Europe.

Mais aujourd'hui, a-t-il poursuivi, l'Union européenne est l'organisation qui représente le continent déchiré par la guerre et qui a su tirer les enseignements de l'histoire. Il est vrai que les grands Européens tels que Jean-Jacques Rousseau, Emmanuel Kant, Giuseppe Mazzini et Victor Hugo ont conçu des stratégies pour la « paix perpétuelle » et l'« unité européenne » bien avant que le processus d'intégration européenne n'ait commencé. C'est ce processus de l'intégration européenne qui a fait une réelle différence après des siècles de guerres et de conflits, a expliqué M. Mayr-Harting.

Lorsque Robert Schuman a annoncé la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en mai 1951, il a prédit que cette mise en commun des ressources ferait qu'une guerre entre la France et l'Allemagne serait « non seulement impensable, mais aussi matériellement impossible ». Il a insisté sur le fait que « l'Europe ne se fera pas en une seule fois, ou selon un plan unique. Elle se fera « par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».

Construire l'Europe est un gros travail, même plus de 60 ans après la déclaration de Robert Schuman, a-t-il dit. Pour les pays européens qui se sont réunis dans ce processus, ces six décennies représentent la plus longue période de paix ininterrompue à travers toute leur histoire, a-t-il ajouté.

L'expérience européenne a démontré que la réconciliation est possible, même entre ceux qui ont vu l'autre comme « ennemi héréditaire » depuis des générations. Mais la réconciliation ne se décrète pas, a continué M. Mayr-Harting. Elle exige un leadership entre les nations, et doit se développer au fil du temps. Un des meilleurs moyens pratiques pour promouvoir la réconciliation est probablement de se concentrer sur les « réalisations concrètes » dont a parlé Robert Schuman, a-t-il estimé.

Il a par ailleurs reconnu la nécessité d'une vraie réconciliation basée sur la compréhension partagée de l'histoire, même si dans ce domaine, les efforts représentent un défi considérable, y compris dans le cadre européen. Néanmoins, un travail remarquable a été fait entre les États membres de l'Union, notamment sur l'élaboration de matériel pédagogique commun pour les écoles, a-t-il dit.

M. Mayr-Harting a souligné que l'Union européenne et ses États membres partageaient pleinement l'avis selon lequel il ne peut pas y avoir de réconciliation durable sans la responsabilité pénale des personnes responsables des crimes les plus graves, de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes majeurs. Il s'agit d'une autre partie de notre expérience européenne commune, a-t-il estimé. Veiller au concept de la responsabilité est une responsabilité spécifique du Conseil de sécurité. Dans ce contexte, le soutien continu du Conseil à la Cour pénale internationale (CPI) est particulièrement important, a-t-il affirmé.

Le Chef de la délégation européenne s'est dit en outre convaincu que l'intégration régionale était un concept susceptible d'apporter une contribution importante à la paix et à la réconciliation durables au-delà des frontières de l'Europe. Elle offre une perspective d'adhésion à l'Union à tous les pays de l'ouest des Balkans.

L'intégration européenne présentera à ces pays la meilleure chance de surmonter l'héritage de l'histoire et de forger un avenir meilleur sous le toit commun européen, a-t-il ajouté. L'Europe s'est enfin engagée à soutenir tous ceux qui poursuivent l'objectif d'intégration dans d'autres parties du monde, a-t-il également assuré, précisant que la coopération étroite et intensive avec l'Union africaine le démontrait de manière particulièrement éclatante.

M. ABDALLAH YAHYA A. AL-MOUALLIMI (Arabie saoudite) a souligné l'importance de la prévention des conflits et a jugé nécessaire de panser les blessures des guerres de manière permanente. Dans le cas contraire, des guerres civiles peuvent se reproduire, ce qui explique les situations qui prévalent dans certaines régions du monde, a-t-il dit.

Le représentant a dit l'importance de trouver une proposition historique commune pour traiter les situations postconflit, pour ensuite appeler la communauté internationale à redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement de toutes les questions conflictuelles.

Le délégué a ensuite souligné que l'Arabie saoudite avait lancé de nombreuses initiatives pour parvenir à une paix durable entre Israël et les États arabes. En refusant de reconnaître l'État palestinien ou en niant le droit des Palestiniens de retourner chez eux, on compromet un règlement final de la situation, a-t-il toutefois souligné.

Il a également estimé que le règlement de la situation en Syrie devait commencer par le départ des responsables des effusions de sang et a appelé toutes les parties au conflit à régler le conflit entre elles.

Le délégué a ensuite passé en revue certaines des initiatives récemment lancées par son gouvernement dans le domaine de la diplomatie préventive ainsi que pour favoriser la coexistence religieuse pacifique. Il a appelé à l'édification d'une proposition historique commune qui mette l'accent sur les droits de l'homme et a dit la nécessité de parvenir à un équilibre urgent entre révéler les faits et assurer la justice nationale.

Il a aussi souligné l'importance que revêt la coopération nationale et régionale. Le représentant a appuyé la proposition de créer une équipe chargée d'appuyer la création d'archives nationales dans les pays postconflit.

M. HEIKO THOMS (Allemagne) a souligné que cette année marquait le centenaire du début de la Première Guerre mondiale qui a fait des millions de morts. L'effondrement des équilibres en Europe a également été l'échec de la diplomatie, a-t-il notamment commenté, les politiques de l'époque n'étant pas parvenu à faire éclore un climat de confiance et n'ayant pas affirmé leur volonté d'éviter la catastrophe.

Le représentant a affirmé que 2014 marque aussi le vingt-cinquième anniversaire de la fin du rideau de fer. Aujourd'hui, s'est-il félicité, la guerre est impensable en Europe.

Le délégué a expliqué qu'afin de dépasser les antagonismes, la France et l'Allemagne avaient mis l'accent sur les liens d'amitié entre leurs populations, faisant notamment observer que ce ne sont pas aux politiques que revient la tâche de maintenir la paix, mais à la société civile. Il a déclaré, à titre d'exemple, que de nombreux jeunes en France et en Allemagne utilisaient les mêmes manuels d'histoire.

Le représentant a insisté sur l'importance de comprendre la cause des conflits, faisant toutefois observer que les tierces parties ont une capacité d'action limitée en matière d'édification de la paix. Il a jugé nécessaire pour chacun d'apprendre de l'histoire et de partager ses leçons avec ses voisins.

M. ROMÁN OYARZUN MARCHESI (Espagne) a exprimé son honneur de parler au nom d'une « vieille nation dotée d'une riche histoire faite de lumière et d'ombre ». L'Espagne a mené des guerres dans le monde et versé son sang dans des conflits internes. Par son histoire, elle peut être considérée comme « une autorité en la matière », a estimé le représentant. Si elle n'a jamais été belle, la guerre s'est, à cause des avancées technologiques, radicalement pervertie.

Les guerres actuelles ne ressemblent plus à « La reddition de Breda » de Velasquez mais elles ont pris la cruelle apparence des « Peintures noires » de Goya ou de la tapisserie de Picasso qui orne le couloir même du Conseil de sécurité, a fait observer le représentant.

L'année 2014, a-t-il rappelé, marque le centième anniversaire de la guerre de 1914-1918, celle qui a tragiquement mis fin « au monde d'hier » comme le dit Stefan Zweig. Il a fallu une Seconde Guerre mondiale pour voir une génération de politiciens extraordinaires, pleins de courage et dotés d'une vision, jeter les cases d'un processus qui conduira à l'union économique et politique, remplaçant les conflits armés par la coopération, la force brute par la négociation et le compromis.

L'ère de l'ONU, a reconnu le représentant, n'a pas été épargnée par la guerre. Mais, a-t-il dit, la communauté internationale ne peut se taire face à la brutalité. La responsabilité d'agir nous incombe à tous, a-t-il insisté. Que ce soit au Rwanda, à Srebrenica ou dans les rues espagnoles, il faut

toujours reconnaître la supériorité morale des victimes par rapport à leurs bourreaux. Il faut honorer la mémoire des victimes car il est juste et nécessaire de donner de l'importance à notre condition d'être humain, a conclu le représentant.

Mme MIRSADA ČOLAKOVIĆ (Bosnie-Herzégovine) a fait observer que de nombreuses embûches se dressent au cours du processus de transition d'une situation postconflit à l'édification d'un pays « moderne, fonctionnel et tourné vers la réforme ». Elle a souligné que l'appropriation nationale et la responsabilité nationale sont des composantes essentielles pour établir une paix durable, et a estimé que c'est aux autorités nationales que revient la responsabilité d'identifier les priorités et stratégies de consolidation de la paix.

Mme Čolaković a fait observer qu'au cours du processus postconflit, le transfert des responsabilités de la communauté internationale aux acteurs et institutions domestiques est une tâche très délicate qui doit se faire de manière graduelle et à point nommé.

Elle a également estimé que l'installation de mécanismes administratifs de transition doit aller de pair avec le renforcement des capacités des institutions domestiques afin de rétablir, entre autres, la sécurité, la légitimité, la responsabilisation et l'efficacité.

La représentante a aussi souligné que la réconciliation nationale et la confiance sont les éléments essentiels pour l'édification d'une société et d'un État fonctionnel. Elle a dit l'importance d'avoir un objectif commun d'enquêter sur les crimes commis et de traduire leurs auteurs en justice. Elle a aussi insisté sur l'importance du retour des personnes déplacées et des réfugiés et de la promotion de la coopération régionale.

Faisant état de la situation dans son propre pays où le processus de réconciliation est toujours en cours 20 ans après la fin du conflit, Mme Čolaković a estimé que la réconciliation est un processus de longue haleine qui nécessite des partenaires « authentiques et permanents » aux niveaux local, national et international.

Mme Čolaković a ensuite affirmé que le Président de la Bosnie-Herzégovine avait réclamé l'aide de l'ONU pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation dans le pays. Elle a relevé que les domaines de l'éducation et de la culture peuvent permettre au dialogue et à la réconciliation de s'enraciner davantage dans son pays.

La représentante a expliqué que l'équipe de pays de l'ONU avait récemment lancé un projet intitulé « Dialogue pour l'avenir » qui vise à renforcer les capacités locales de promotion de la coexistence, de résolution pacifique des conflits et de réconciliation en promouvant le dialogue entre les preneurs de décisions, les citoyens et la société civile.

Elle a ajouté que cette initiative prévoit également de financer des activités artistiques, culturelles et éducatives en accordant une attention particulière à la jeunesse, également dans le but de promouvoir la coexistence et le respect de la diversité.

La représentant a par ailleurs estimé que l'ONU ne comprend pas encore suffisamment bien comment favoriser la réconciliation entre les anciens combattants et les populations sur la base d'un récit commun d'un passé trouble. Elle a appelé le Conseil de sécurité à s'entretenir avec les États Membres qui ont une expérience solide en matière de consolidation de la paix.

M. OSCAR LÉON GONZÁLEZ (Cuba) a affirmé qu'il ne saurait y avoir la paix, tant que des mesures unilatérales et extraterritoriales sont imposées par un État à l'encontre d'un autre, dénonçant notamment le blocus financier qui a été imposé à l'encontre de son pays depuis 50 ans.

Il a affirmé que la solidarité, la coopération et l'assistance internationale, ainsi qu'une action conjointe pour éliminer la pauvreté, le chômage, la faim, les inégalités et leurs causes sont des éléments nécessaires pour la prévention de conflits. Il a appelé le Conseil de sécurité à promouvoir des solutions pacifiques et à éviter d'avoir recours à la guerre.

Il s'est toutefois inquiété de la tendance croissante qu'a, selon lui, le Conseil de sécurité à réinterpréter le mandat qui lui est octroyé par la Charte des Nations Unies. Le délégué a par ailleurs estimé que la Commission de consolidation de la paix (CCP) et les bureaux dont elle dispose sur le terrain doivent pourvoir intervenir davantage au cours du processus de prise de décisions de l'ONU sur les questions de paix et de sécurité.

M. González a poursuivi en réclamant l'élimination totale des stocks d'armes nucléaires. Il a par ailleurs fait savoir que lors du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qu'accueille actuellement son pays, il avait été décidé de proclamer cette région « zone de paix ».

M. MOHAMMAD KHAZAEI (République islamique d'Iran) a estimé qu'il faut adopter une approche générale pour examiner les enseignements des conflits et les moyens de réaliser et de maintenir une paix permanente. Mais, a ajouté le représentant, il faut aussi réexaminer, en particulier, la manière dont le Conseil de sécurité assume sa responsabilité de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Il a invoqué la Constitution de l'UNESCO qui stipule que « puisque les guerres commencent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut élever les remparts de la paix ». Mais, a-t-il jugé, un regard rapide sur la performance du Conseil de sécurité durant ces 68 dernières années pointe sur les nombreuses fois où il ne s'est pas montré à la hauteur des attentes.

Le représentant a dénoncé les cas où les considérations politiques, servies par l'atout du droit de veto, ont paralysé le Conseil. Il a pris pour exemple l'échec du Conseil face à l'invasion flagrante de son pays par l'ancien régime iraquien qui a conduit à un conflit sanglant de huit ans et au recours à l'arme chimique. Il a donné comme autre exemple la crise palestinienne, dans le cadre duquel le Conseil n'a pas « levé le petit doigt » pour réinstaller les Palestiniens dans leur droit à l'autodétermination.

Il est donc temps, a dit le représentant, de réexaminer la structure et le fonctionnement du Conseil. Il y a près de 20 ans, a-t-il rappelé, tous les États se réjouissaient du lancement du processus de réforme, avant d'être désespérés comme aujourd'hui par l'impasse. Le Conseil est une relique du passé et il nous le montre tous les jours. Pour être à la hauteur, il doit devenir transparent, démocratique et véritablement représentatif de la nouvelle composition de la communauté internationale, a tranché le représentant.

M. ASOKE KUMAR MUKERJI (Inde) a rappelé que son pays était le principal contributeur de troupes de l'ONU, l'Inde ayant notamment déployé 170 000 soldats dans 43 des 64 opérations de maintien de la paix de l'ONU. Fort de cette expérience, il a estimé qu'une coopération internationale robuste entre les États Membres concernés était le meilleur moyen de prévenir les conflits.

M. Mukerji a ensuite cité en exemple l'évolution de l'Union européenne qui a permis de forger une nouvelle réalité politique sur un continent qui avait été divisé par des conflits tout au long de son histoire.

Le représentant de l'Inde a par ailleurs constaté que de nombreux faits historiques avaient été et continuent d'être retirés des diffusions publiques par les gouvernements. Il a notamment fait observer que le processus de déclassification des archives historiques est sujet au règlement et aux procédures mises en place par les gouvernements et que nombre des documents déclassifiés ont été réécrits.

Inverser les narrations historiques dépend d'une situation idéale qui autoriserait la diffusion entière de faits non édités, a commenté le représentant, qui s'est opposé à ce que l'ONU se prête au réexamen des faits historiques.

M. Mukerji s'est dit partisan d'une approche plus équitable et holistique pour gérer les relations entre les États, puis a souligné le rôle crucial qu'est amené à jouer le développement durable en matière de paix et de sécurité internationales.



Il a ensuite suggéré que la proposition de constituer une équipe de conseil historique soit renvoyé à la Sixième Commission, arguant notamment que le travail d'une telle unité devra se fonder sur les principes de base du droit international ainsi que sur l'interprétation de documents.

M. HUSSEIN HANIFF (Malaisie) a rappelé que son pays avait connu un passage vers l'indépendance pacifique en 1957, un processus, a-t-il expliqué, qui a fait comprendre aux Malaisiens l'importance de la paix. Il a ensuite salué l'œuvre des soldats de la paix malaisiens dans plusieurs missions de l'ONU. Il a également évoqué l'implication de la Malaisie dans la résolution pacifique des conflits en Asie du Sud-Est. Il a, ainsi, cité le dernier exemple en date que constitue la signature, il y a quatre jours, d'un accord de paix entre le Gouvernement des Philippines et le Front de libération islamique Moro.

Selon la Malaisie, a-t-il dit, il est important de faire face aux vraies causes des conflits qui sont le sous-développement, la pauvreté, les désaccords politiques et parfois la préservation des identités nationales, socioculturelles, ethniques ou religieuses.

Par ailleurs, le représentant a souhaité que la commission consultative historique pour établir les faits ayant causé les conflits puisse, avant son éventuel déploiement, avoir l'aval du pays hôte. Il a déclaré que les programmes de reconstruction nationaux et les réformes gouvernementales ne peuvent en aucun cas être imposés de l'extérieur, mais plutôt être menés par les nationaux.

Il a ensuite mis en garde contre un éventuel manque de transparence d'une telle commission consultative dont les travaux pourraient, s'est-il inquiété, être politiquement motivés, et ainsi déteindre sur l'image de l'ONU.

M. Haniff a reconnu en outre qu'une seule version de l'histoire ne pouvait correspondre aux vues de toutes les parties, notamment en ce qui concerne la recherche de la paix. Il a affirmé ensuite que les Nations Unies, à travers notamment les travaux de la Commission de la consolidation de la paix (CCP), offraient le gage d'une paix durable. Enfin, il souhaité qu'il y ait une plus grande collaboration entre la CCP et le Conseil de sécurité.

M. PENDAPALA ANDREAS NAANDA (Namibie) s'est appuyé sur l'expérience de son pays pour souligner l'importance des initiatives de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) des anciens combattants tout en respectant la mémoire des victimes.

Au-delà du règlement du conflit, le représentant de la Namibie a dit qu'il fallait ouvrir la voie au renforcement de la démocratie et de l'état de droit. Il a salué l'importance de la Commission de consolidation de la paix (CCP) pour s'attaquer aux nombreux défis associés à la réconciliation nationale en tenant compte de la diversité des acteurs impliqués.

Il a estimé qu'il ne pouvait y avoir de modèle unique pour la réconciliation, car ce qui fonctionne dans une situation peut ne pas s'appliquer automatiquement dans une autre en raison de la diversité des situations nationales et régionales. Il a dit que la politique d'amnistie nationale avait servi la cause de la paix en Namibie. Il a appelé à s'opposer à tout transfert d'armes de nature à menacer la vie des femmes et des enfants.

M. LE HOAI TRUNG (Viet Nam) a jugé qu'il faut créer, renforcer et mieux exploiter les institutions de la paix dont le droit international, les organisations régionales et internationales et les mécanismes de facilitation du dialogue, de rétablissement de la confiance et du règlement pacifique des différends.

Il faut aussi dénoncer toute utilisation de la force ou menace d'y recourir dans les relations internationales. Après avoir insisté sur la responsabilité particulière des membres du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix, le représentant a rappelé que son pays a eu la malheureuse expérience des conséquences de la guerre lorsqu'il a été obligé de défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

M. TOFIG MUSAYEV (Azerbaïdjan) s'est inquiété des conséquences des falsifications de l'histoire et des dangers de contenus historiques qui instrumentalisent le passé pour insuffler un désir de guerre. Il a appelé à utiliser l'histoire pour promouvoir la tolérance et la réconciliation.

Il a jugé indispensable que les États qui agissent à l'encontre de la Charte des Nations Unies, violent le droit international et méprisent les résolutions du Conseil de sécurité aient à rendre des comptes. Il a dit l'importance de l'état de droit dans la prévention des conflits, leur atténuation et la promotion d'une paix durable.

Les crimes non punis sont de nature à empêcher la réconciliation, a-t-il encore dit, en soulignant l'importance de la justice. Il a souligné l'importance de commissions d'enquête internationales en estimant qu'aucun accord de paix ne devait être signé sans respecter le droit international.

M. PAUL SEGER (Suisse) a souligné « l'obligation morale de mener le combat contre l'impunité, de mettre au point des stratégies qui permettent une justice transitionnelle et d'affronter le passé pour s'engager sur le chemin de la vérité ». La communauté internationale a réalisé de gros progrès dans le développement de normes permettant aux victimes de faire valoir leurs droits à la vérité et à la justice, mais aussi leur droit à obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition.

Grâce à ces éléments combinés, a-t-il indiqué, il est plus facile de demander des comptes aux auteurs de crimes et de répondre aux besoins des victimes. Les garanties de non-répétition, en particulier, qui peuvent par exemple être instaurées par des réformes institutionnelles, ouvrent la voie à la coexistence et à la réconciliation. L'expérience a montré que la réconciliation ne peut être obtenue qu'au prix d'efforts de longue haleine et d'un sérieux travail de mémoire. Pour espérer une paix durable, il faut donc régler les griefs du passé, a affirmé le représentant.

Il a ajouté que ce soit en Syrie ou dans toute autre zone de conflit, la recherche d'une paix durable passe par la lutte contre l'impunité. Si l'on veut prévenir de nouvelles atrocités, il est impératif de rétablir un régime dans lequel chacun doit assumer ses responsabilités et rendre des comptes.

« Voilà pourquoi, nous sommes résolument favorables à la mise en place de commissions d'enquête ou d'établissement des faits comme la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie », a expliqué le représentant, qui a rappelé qu'à l'initiative de la Suisse, près de 60 États ont remis une pétition au Conseil de sécurité, il y a un an, pour lui demander de saisir la Cour pénale internationale (CPI) de la situation en Syrie.

M. Seger a aussi mentionné quelques-unes des initiatives de son pays dont le projet visant à protéger et à conserver les archives relatives à des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, la diffusion de bonnes pratiques pour les commissions d'enquête ou d'établissement des faits, et la mise en place de commissions historiques à différents endroits du monde.

La Suisse tient à rappeler encore une fois l'engagement du Conseil de sécurité en faveur de la recherche de solutions pacifiques aux conflits et de la promotion des mesures préventives nécessaires pour régler les différends en conformité avec le Chapitre VI de la Charte, a-t-il dit en conclusion.

« Nous avons appris de notre expérience mozambicaine, a confié M. INIGO LAMBERTINI (Italie), que la paix ne peut être imposée. » Elle doit venir d'une compréhension mutuelle entre les parties et de leur volonté de se concentrer sur ce qui les unit plutôt que sur ce qui les divise.

Aujourd'hui, après la signature en octobre 1992 à Rome de l'Accord de paix, le Mozambique est toujours en paix. Le représentant a rappelé que l'ancien Secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali avait qualifié cet accord de « formule italienne » : un exercice patient de réconciliation des parties, mené par une coalition d'acteurs dont le Gouvernement, l'opposition italienne, les ONG italiennes ainsi que l'Église catholique. Une fois la paix signée, il faut rapidement remplir d'autres conditions, a prévenu le représentant, en citant le respect des droits de l'homme et le développement socioéconomique.

Il a rappelé que la semaine dernière, au cours d'une cérémonie organisée à la mémoire de Martin Luther King, le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz avait prévenu que les inégalités économiques sont une « véritable bombe à retardement ». Nous devons donc nous montrer ambitieux dans notre quête d'une paix permanente et d'un nouvel agenda pour le développement international, a préconisé le représentant qui a profité du débat pour réitérer son appui à la réforme tant attendue du Conseil de sécurité.

M. KAREL J. G. VAN OOSTEROM (Pays-Bas) a dit que l'Article 33 de la Charte des Nations Unies invite les parties à un différend à trouver une solution par le dialogue. Il a estimé que la Cour pénale internationale (CPI), qui a son siège à La Haye, aux Pays-Bas, était un symbole mondial de la justice et un garant de la paix durable. Il faut tenir compte des violations des droits de l'homme qui sont toujours le point de départ des conflits.

Il a dit l'importance de conserver des archives des tribunaux internationaux pour comprendre où sont les torts du passé. Il a précisé que les Pays-Bas hébergeaient les archives du Tribunal pour la Sierra Leone et du Tribunal de Nuremberg. Les instruments d'une paix durable existent et il nous appartient de bien les utiliser, a conclu le représentant néerlandais, estimant que la paix n'était pas l'absence de guerre mais un état de pensée.

« Ne payons-nous pas le prix de nos incohérences? » a déclaré M. FRANTIŠEK RUŽIČKA (Slovaquie), en notant que la communauté internationale avait consacré 13,4 milliards de dollars à l'aide humanitaire. Il a cité des estimations soulignant que nous n'avons connu que 250 années de paix au cours des dernières 3 400 années recensées, alors que les guerres ont coûté la vie à 187 millions de personnes au XX<sup>e</sup> siècle soit 10% de la population mondiale de 1913.

Plutôt que de chercher le flocon de neige qui a provoqué l'avalanche, le représentant de la Slovaquie a appelé à prévenir ces avalanches. Il a souhaité que l'on puisse combattre les injustices du passé sans susciter de nouvelles injustices. Panser une plaie c'est rapide, soigner les blessures de la mémoire est beaucoup plus compliqué, a-t-il encore dit avant de citer en exemple la réconciliation franco-allemande et l'unité européenne qui ont réussi à mettre de côté définitivement l'option de la guerre comme un moyen de régler un différend.

M. MACHARIA KAMAU (Kenya) a noté que l'ONU consacrait encore un montant important aux missions de maintien de la paix. Il a cité un rapport du Fonds monétaire international (FMI) qui démontre le lien étroit entre les processus mal gérés de la mondialisation et les inégalités dans le monde. Il a dit l'importance du rôle de la Cour pénale internationale (CPI), en notant que la justice était un élément décisif de la paix permanente.

Il a appelé à garantir l'équité et la transparence dans l'implication des États et des personnes. Il a invité la communauté internationale à s'appuyer sur l'exemple du Kenya, qui, après l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2010, a organisé des élections justes et équitables en mars 2013 à la grande surprise des experts qui avaient prévu une répétition des violences de 2007.

Il a dit que l'investissement dans le renforcement des institutions et de l'état de droit appuyé par les organisations sous-régionales et régionales s'était affirmé comme le meilleur moyen d'éviter la répétition de troubles.

M. GIORGI KVELASHVILI (Géorgie) a décrit la situation de son pays après le conflit qui l'a opposé à la Fédération de Russie en 2008. Il a expliqué que ce conflit avait causé le déplacement de 400 000 personnes. Il s'est inquiété du fait que les forces russes aient commencé à installer des fils barbelés sur 50 kilomètres le long de la ligne d'occupation.

Dans le contexte des futurs Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, la Fédération de Russie avait élargi la zone de sécurité de 11 kilomètres à l'intérieur du territoire géorgien, a-t-il dit. Il a affirmé que l'impartialité d'une force de maintien de la paix était indispensable pour faire face à une situation comme celle que vit la Géorgie dont 20% du territoire est occupé par les forces russes.

Il a regretté que le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) ait fait l'objet d'un veto d'un membre permanent du Conseil de sécurité et ait dû plier bagages après 15 années de fonctionnement.

M. KAZUYOSHI UMEMOTO (Japon) a souhaité que l'on s'appuie sur la sagesse des États Membres en estimant que le Conseil de sécurité n'était pas l'endroit le plus approprié pour discuter de ces questions.

Il a dit que le Gouvernement du Japon avait exprimé ses profonds remords à l'égard des victimes qu'il a causées en Asie durant la Seconde Guerre mondiale. Il a regretté que des questions particulières impliquant le Japon aient été soulevées aujourd'hui au cours de ce débat.

Le délégué a ajouté que le Japon s'était excusé pour l'exploitation par son armée durant la guerre de femmes comme prostituées et avait créé un fonds pour ces femmes dans les années 1990.

M. RYSZARD SARKOWICZ (Pologne) a rappelé qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la Pologne avait souffert des deux guerres mondiales et de deux régimes totalitaires que furent le nazisme et le communisme. Il a fallu un demi-siècle pour que la Pologne devienne un pays démocratique et libre, a-t-il ajouté.

La Pologne a montré que des changements importants pouvaient se faire par des moyens pacifiques. Les développements démocratiques de 1989 ont stimulé également le processus de réconciliation avec certains des voisins. « Nous croyons que les anciens ennemis peuvent devenir des amis et que les divisions peuvent être surmontées », a déclaré le représentant de la Pologne.

Il a ajouté que la Pologne et l'Allemagne, par petites étapes et un dialogue intensif, ont construit la confiance et la sécurité au cours des dernières décennies. La Pologne est aussi engagée dans un dialogue historique avec la Fédération de Russie. Des centres de dialogue et de compréhension et le groupe russo-polonais pour les questions difficiles ont été établis.

Après 25 ans de succès, de changements démocratiques et 10 ans de présence dans les organes de l'Union européenne, la Pologne partage ses expériences avec d'autres pays, non seulement de sa région, mais aussi en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, a-t-il dit. « Nous avons appris que seules la démocratie et la liberté peuvent vaincre le tragique héritage des guerres, mais nous savons que les valeurs démocratiques ne peuvent être ni imposées ni importées », a-t-il déclaré, précisant que l'appropriation nationale était indispensable pour initier le changement. La Pologne, a-t-il ajouté, est disposée à aider les démocraties en transition dans un esprit de solidarité et de partenariat.

M. RI TONG IL (République populaire démocratique de Corée - RPDC) a tout d'abord dénoncé les alliances militaires anachroniques, la multiplication des exercices militaires à grande échelle et les ingérences dans les affaires internes de certains pays sous prétexte de démocratie, entre autres.

Il a plaidé pour le plein respect des principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires internes des pays, pour ensuite accuser un « membre précis » d'abuser de ses privilèges au sein de l'ONU et d'attaquer d'autres États Membres.

Le représentant de la RPDC a ensuite appelé l'ONU à se pencher sur les crimes contre l'humanité qui ont été commis par le Japon à l'encontre, selon lui, des populations de la Corée, de la Chine et d'autres pays d'Asie du Sud-Est pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Il a notamment dénoncé l'imposition, par le Japon, de l'esclavage sexuel sur 200 000 femmes coréennes, puis a accusé ce pays de s'employer à présent à dissimuler ces crimes. Le Japon est allé jusqu'à enfoncer son poignard dans le cœur de ces femmes coréennes lorsque le Premier Ministre japonais s'est rendu au monument de Yasukuni, a-t-il dénoncé.

Plutôt que de se rendre au sanctuaire de Yasukuni, le Premier Ministre japonais devrait se rendre en Allemagne pour apprendre comment résoudre les crimes du passé. De l'avis du représentant, il n'y a pas de place dans la communauté internationale pour un Japon qui prône le militarisme et qui a

massacré un million de Coréens, sans compter les centaines de milliers d'esclaves sexuels et de femmes de réconfort coréennes et les 8,4 millions de Coréens qui ont été envoyés dans des camps de travail.

M. CHRISTIAN WENAWESER (Liechtenstein) a rappelé que ceux qui ne tirent pas les leçons de l'histoire sont condamnés à la voir se répéter. Mais comment être sûr de l'histoire? a-t-il demandé. Il est parfois difficile de parvenir à un récit commun, a-t-il remarqué, en se référant à la Première Guerre mondiale sur laquelle, 100 ans après, il y a encore des désaccords.

Mettant l'accent sur la réconciliation, il a estimé que les accords de paix devraient toujours contenir des mécanismes favorisant la réconciliation entre les parties, de même que les efforts de consolidation de la paix. Il faut du temps pour articuler un récit commun, a-t-il noté, ce qui se fait parfois sur plusieurs générations. Il a, dès lors, souligné l'importance pour les parties opposées de parvenir à une histoire commune, en vue de la réconciliation et d'une paix permanentes.

Cette étape ne peut être franchie qu'en poursuivant les individus responsables des crimes les plus graves en droit international, a poursuivi M. Wenaweser, afin d'éviter toute impunité et toute amnistie. Il a aussi souligné l'importance, pour les victimes, de savoir que leur histoire n'est pas passée sous silence. Il a estimé que le Conseil de sécurité avait commencé, lentement, à jouer ce rôle, tout en rappelant qu'il avait laissé passer la plupart des occasions de saisir la Cour pénale internationale (CPI), notamment en ce qui concerne la Syrie.

En outre, le représentant a expliqué que les poursuites judiciaires ne suffisent pas, à elles seules, à créer une histoire commune agréée par toutes les parties. Il a prôné l'utilisation des commissions vérité et réconciliation qui sont très utiles à son avis pour ramener les sociétés sur un terrain commun, comme cela a été le cas en Afrique du Sud. Les Nations Unies, a-t-il remarqué, ont joué un rôle important dans ce domaine au Guatemala, en El Salvador et au Timor-Leste.

M. ANGELO TORIELLO (Sao Tomé-et-Principe) a déclaré que la guerre est une chose contre laquelle il faut travailler plutôt que de faire des discours, une chose qu'il faut éradiquer en trouvant des solutions définitives et immédiates pour y mettre fin une fois pour toutes. Sinon, s'est-il demandé, pourquoi nous appellerions-nous « homo-sapiens »? « Sapiens » dans quel domaine? Dans l'art de nous nous laisser anéantir par notre soif du pouvoir et autres raisons tout aussi égoïstes? « Sapiens » dans la science de provoquer les milliers de souffrances qui accompagnent les guerres?

En effet, a-tranché le représentant, nous sommes les « sapiens » de toute la misère que nous sommes capables d'engendrer à cause de notre manque de sagesse. Il y a, a-t-il argué, une grande différence entre « être conscient » et « être comptable de ses actions ».

Trouvons donc des solutions pratiques qui sortent des sentiers battus de la diplomatie, trop prudente par nature, a encouragé le représentant. « Voulons-nous vraiment mettre fin à la guerre, à la pauvreté et à la misère »? s'est demandé le représentant. Alors pourquoi n'exploitons-nous pas notre science et notre savoir pour préserver la vie au lieu d'alimenter la guerre en fabriquant des armes toujours plus destructrices.

Tant que nous ne remplacerons pas la politique des intérêts par une vision plus holistique de la vie, les guerres se multiplieront. La vraie nature de l'homme, qui est spirituelle, doit prendre le dessus sur la vision matérialiste prédominante. L'homme, a insisté le représentant, ne peut être dirigé par les diktats du monde des finances.

M. GUILLERMO ENRIQUE MORENO ZAPATA (Venezuela) a dénoncé le non-respect des principes de la Charte des Nations Unies, pointant notamment du doigt la situation qui prévaut au Moyen-Orient et en Syrie. Il a fait savoir que son gouvernement avait toujours promu le dialogue entre tous. Il a vu dans le colonialisme et le néocolonialisme, ainsi que l'exploitation des richesses et des peuples qui en résulte, un terreau fertile pour l'irruption de conflits régionaux.

Le représentant a ensuite dénoncé l'incapacité du Conseil de sécurité à régler le conflit qui oppose Israël à la Palestine. Il a également dénoncé les actions terroristes perpétrées à des fins inavouables, notamment celles dont le but est de faire tomber les gouvernements pour les remplacer.

Le représentant a aussi parlé des répercussions des guerres larvées qui déstabilisent les gouvernements légitimes. Il a également soutenu que le blocus imposé à l'encontre de Cuba pouvait être considéré comme une guerre cachée. Le représentant a ensuite appelé le Conseil de sécurité à prévenir les conflits en favorisant le dialogue et la médiation. Il a par ailleurs fait savoir que lors du Sommet actuel de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui a lieu à Cuba, ses membres se sont engagés à promouvoir le désarmement nucléaire et une culture de paix.

M. ANDREJ LOGAR (Slovénie) a indiqué qu'il partageait les préoccupations exprimées au sujet de la durabilité de la paix et de la nécessité d'en faire plus dans le domaine de la réconciliation, en particulier par le renforcement des capacités susceptibles de soutenir les processus de réconciliation, lorsqu'un tel soutien est demandé ou nécessaire.

Pour la Slovénie, la réconciliation signifie trouver un mode de vie commun qui permette une vision commune de l'avenir, la reconstruction de la relation et la réconciliation avec les actes et les ennemis du passé. La réconciliation nécessite la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme pour tous et l'état de droit. Elle exige de traduire en justice les auteurs des crimes les plus graves, notamment devant la Cour pénale internationale, selon le principe de complémentarité. Elle consiste à promouvoir la valeur de la coexistence pacifique à travers l'éducation, la participation des jeunes et la société civile.

Le représentant a souligné que pour éviter une paix factice, la Slovénie œuvrait au « processus de Brdo », lequel, notamment, met en relation directe les dirigeants des pays en vue de contribuer positivement à l'intérêt commun. La Slovénie propose également une coopération régionale efficace pour chaque pays qui a besoin de réconciliation et de reconstruction, a-t-il dit.

M. Logar a en outre mis l'accent sur la prévention des conflits, l'alerte précoce et la médiation. Ainsi, a-t-il dit, la Slovénie, dans le cadre de l'initiative de médiation et de prévention dans la région de la Méditerranée, organisera un séminaire sur la promotion de la culture de médiation et de prévention en Méditerranée, à Brdo, le 11 mars prochain.

M. MILORAD ŠČEPANOVIĆ (Monténégro) a rappelé que son pays avait été le théâtre de plusieurs conflits, y compris les deux guerres mondiales. Il a relevé que la seule voie de résolution des conflits constituait la voie pacifique qui implique le dialogue et des efforts et moyens diplomatiques et politiques. Il a aussi souligné l'importance des mécanismes d'alerte des Nations Unies, afin de prévenir les conflits et en atténuer les conséquences.

Il a estimé qu'en tant que membre du Groupe des amis de la médiation, le Monténégro souhaitait que la médiation soit un élément de base du travail de l'ONU, comme le prescrit l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Il a également noté que la responsabilité de protéger devait aussi être une priorité, ajoutant que les auteurs de crimes contre l'humanité devaient en être tenus pour responsables.

En outre, dans le souci de voir l'ONU garder la place qui est la sienne en tant que mécanisme central de la gouvernance mondiale, le représentant a suggéré que l'Organisation soit réformée et qu'elle soit plus moderne, afin d'épouser les nouvelles réalités géopolitiques d'un monde qui change.

M. Ščepanović a enfin souligné, de nouveau, les vertus du dialogue en évoquant la médiation de l'Union européenne qui a permis qu'un accord soit trouvé entre la Serbie et le Kosovo en avril dernier. Il a noté que cet accord constitue un signe positif pour la région des Balkans où des idéologies néfastes sont en passe de donner lieu à une coexistence pacifique et prospère.

Mme SIMONA MIRELA MICULESCU (Roumanie) est revenue sur le parcours du diplomate roumain Nicolae Titulescu qui, a-t-elle expliqué, a joué un rôle majeur lors de la création de la Ligue des

nations et en a été le seul président élu à deux reprises. Elle a indiqué que celui-ci avait milité en faveur du maintien de la paix et des relations de bon voisinage entre les pays.

La représentante a aussi parlé du combat qu'il a mené contre les idéologies extrémistes naissantes de son époque en favorisant l'intégration régionale par l'intermédiaire de la signature de traités d'amitié et de non-agression. Ces documents sont à présent considérés comme les pierres angulaires de la coopération entre les pays et nations des Balkans, s'est-elle félicitée.

La représentante a également expliqué que Nicolae Titulescu insistait sur la nécessité pour les vainqueurs d'oublier leur haine et de comprendre que tous souffrent à cause de la guerre, ainsi que sur l'importance pour les peuples de se mêler, de se parler et de débattre face à face de questions d'intérêt commun.

La déléguée roumaine a estimé qu'une paix durable devait être édifée sur la base d'un sentiment de sécurité partagé afin d'assurer la stabilité tout en renforçant la confiance et la compréhension entre les nations. Elle a également insisté sur l'importance de veiller à la légalité des processus de résolution de conflits.

Selon Nicolae Titulescu, a-t-elle ajouté, plusieurs objectifs doivent être atteints, à savoir l'indépendance économique internationale, la lutte commune contre les préjugés, l'éducation à la paix et une action coordonnée pour éliminer les causes économiques des conflits.

Le monde n'a pas besoin de réviser les traités, mais de réviser son propre état d'esprit, a ensuite lancé la représentante, en paraphrasant Nicolae Titulescu. Elle a par ailleurs affirmé que la diplomatie roumaine mettait l'accent sur la coopération régionale et l'édification de « ponts de confiance et de coopération pragmatique » avec ses voisins. Elle a notamment évoqué le rôle de son pays au sein du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est.

M. DAVID DONOGHUE (Irlande) a, à son tour, souligné que la réconciliation doit être au cœur du travail de l'ONU pour obtenir une paix durable. L'Irlande l'a expérimenté, a rappelé le représentant, en expliquant que malgré la signature de l'Accord du « Good Friday », qui a rapproché les deux parties de l'Irlande, il y a 15 ans, on s'est très vite aperçu qu'au niveau des communautés, un défi énorme persistait en matière de réconciliation entre les deux « principales traditions » de l'Irlande du Nord.

Les efforts intenses d'une très respectée partie tierce américaine ont dû être sollicités pour pouvoir conclure un accord sur les questions polémiques comme celles liées au drapeau de chaque communauté.

Au cours des années, les Gouvernements britannique et irlandais ont travaillé étroitement sur des mesures pratiques susceptibles d'aider les différentes traditions de l'Irlande du Nord à surmonter leur passé et l'héritage de l'amertume et de l'incompréhension. Aujourd'hui, un travail est toujours nécessaire auprès des communautés pour renforcer la réconciliation, le respect mutuel et l'acceptation de la diversité.

La réconciliation, a poursuivi le représentant, peut prendre différentes formes selon les contextes. Mais il est toujours utile de tirer les enseignements des conflits. Il faut aussi placer les différents aspects de la réconciliation que sont le développement, la consolidation de la paix, les droits de l'homme, la sécurité, l'état de droit et la bonne gouvernance, dans une approche plus intégrée dans laquelle ces divers piliers pourraient se compléter et se renforcer.

M. MILAN MILANOVIĆ (Serbie) a rappelé que son pays avait beaucoup souffert au cours de la Première Guerre mondiale, avec 1,2 million de morts, soit près d'un tiers de la population. Il a rappelé que la Ligue des Nations créée après la grande guerre avait été la première tentative d'instaurer le multilatéralisme dans les relations internationales.

Puis, ce sont les Nations Unies qui ont instauré un système de sécurité internationale, en tirant parti des leçons apprises. Il a estimé que les principes enracinés dans la Charte des Nations Unies constituaient les meilleurs fondements pour établir la paix, le respect de l'égalité et des différences.

Il a ajouté que le Conseil de sécurité avait un rôle irremplaçable à jouer, invitant à respecter ses résolutions. M. Milanović a aussi souligné l'importance des travaux des Nations Unies en matière de réconciliation, d'état de droit et de stabilité à long terme.

La Serbie est engagée dans le multilatéralisme, a assuré le représentant, étant membre d'organisations multilatérales et régionales. La Serbie participe en outre au maintien de la paix sous le drapeau des Nations Unies, comme il l'a fait au Sinaï et en ce moment au sein de 9 opérations de maintien de la paix, dont 7 de l'ONU et 2 de l'Union européenne.

En outre, la Serbie a connu une expérience positive avec la Mission des Nations Unies au Kosovo et Metohija. Il a aussi parlé de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), que son pays présidera en 2015, qui a un rôle important à jouer en matière de sécurité et de mise en place de la démocratie. Enfin, il a réaffirmé l'engagement de son pays envers l'Europe et appelé le processus d'intégration en cours.

M. ABULKALAM ABDUL MOMEN (Bangladesh) a noté qu'après l'établissement des Nations Unies, les grandes conflits meurtriers avaient pris fin, mais la violence restait toujours patente à la périphérie du système international. Il a relevé, en citant le Secrétaire général de l'ONU, que l'une des causes des conflits est le fait que l'industrie de l'armement est plus que florissante, tandis qu'on n'investit pas assez dans la paix.

Il a fait valoir que les centaines de milliards de dollars consacrés à l'armement pourraient opportunément servir à faire face au défi de la pauvreté et de la faim et à élever la dignité humaine par la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) par exemple. Il a ainsi souligné que l'initiative de l'ONU sur l'éducation pour tous n'avait besoin que de 16 milliards de dollars pour être réalisée, alors que les dépenses militaires mondiales en 2012 étaient évaluées à 1 734 milliards de dollars.

« Sommes-nous prêts à aider l'humanité? » s'est-il ensuite interrogé, en ajoutant que les générations futures ne nous pardonneraient pas un échec. Dans l'optique de la résolution des conflits, le représentant a d'abord précisé que la violence et les guerres résultaient de l'intolérance et de l'incompréhension.

Il a ensuite proposé que soient promus la culture de la paix et de la tolérance, l'amour et le respect des autres, quelles que soient leur race, leur religion et leur ethnie. Il a enfin relevé que le développement économique et l'autonomisation des pauvres devraient conduire à une paix durable, à la sécurité et à la stabilité internationales.

M. MICHAEL BONSER (Canada) a estimé que la conjoncture actuelle, caractérisée par le renforcement de la démocratie et les appels à la liberté, à la justice, à la transparence et à la responsabilisation des dirigeants, témoigne de la nécessité de reconnaître notre dignité humaine collective.

Cette dignité, a-t-il dit, ne peut être conditionnelle ou compartimentée, protégeant certains droits et ignorant d'autres. C'est là le fondement même des sociétés démocratiques prospères mais c'est là aussi, a souligné le représentant, le cœur même de la politique étrangère du Canada. Le respect de la dignité humaine exige une volonté d'agir, a poursuivi le représentant qui a manifesté la détermination de son pays à prévenir les crimes les plus graves.

Le respect de la dignité humaine exige aussi un engagement à tirer des leçons du passé, a-t-il convenu. Il a donc noté avec grand intérêt l'accent mis par la Jordanie sur l'importance des archives nationales pour permettre la réconciliation dans un contexte d'après-conflit.

Ces archives, a commenté le représentant, peuvent aussi contribuer à obliger les responsables des crimes les plus graves à répondre de leurs actes. Enfin le respect de la dignité humaine exige un engagement à l'égard de la prévention. Le Canada, a conclu le représentant, souscrit donc aux mesures visant à renforcer la capacité de l'ONU à cet égard, de façon à prévenir plutôt qu'à réagir.



M. GAREN NAZARIAN (Arménie) a parlé du génocide arménien et a constaté qu'un processus de réconciliation peut parfois être retardé pendant des décennies, voire des générations. Il a relevé que dans certaines régions, les génocides se répètent à un rythme cyclique « qui donne froid dans le dos ». Il a estimé que les organisations internationales ont un rôle crucial à jouer en matière de prévention des conflits et a appelé les organisations de la société civile à appuyer la recherche de la vérité. Le représentant a fait observer que la réconciliation passe par un long processus de rétablissement de la justice. Il a aussi insisté sur l'importance de s'exprimer d'une même voix contre la falsification de l'histoire et le négationnisme. Il a appelé la communauté internationale à accorder la priorité aux mécanismes d'alerte précoce.

M. DISMAS MAGBENGU SWA EMINA MONZIA, Vice-Ministre de la coopération internationale de la République démocratique du Congo (RDC), a décrié la démarche de certains gouvernements qui s'arrogent le droit de décider unilatéralement du recours à la force dans des circonstances autres que la légitime défense, dans des circonstances de paralysie du Conseil de sécurité.

Il a estimé que le Conseil de sécurité devrait être mieux structuré pour agir de manière décisive pour prévenir les conflits et mettre fin aux guerres. Il a, de ce fait, appelé à la « démocratisation du Conseil de sécurité » dont la structure doit être réadaptée aux nouveaux défis de la sécurité mondiale tels que le terrorisme, la prolifération d'armes de destruction massive et d'armes légères et la criminalité transfrontalière organisée, entre autres.

Il a ensuite déploré le fait que des combattants rebelles qui avaient été intégrés dans l'armée congolaise aient déserté, en 2012, pour reprendre les armes, et ceci avec le soutien d'un pays membre du Conseil de sécurité, le Rwanda. « La présence des Nations Unies en RDC gène énormément le Rwanda voisin », a poursuivi le Ministre. Il a ensuite parlé de nombreuses incursions de l'armée rwandaise en RDC.

M. Emina Monzia a, enfin, appelé les États Membres à veiller, individuellement et collectivement, au strict respect des principes de la Charte des Nations Unies et de son système de sécurité collective, pour un monde plus que jamais débarrassé du fléau de la guerre.

M. HALIT ÇEVİK (Turquie) a remarqué que les parties à un conflit peuvent avoir des interprétations différentes de l'histoire voire une mémoire sélective qui vient polluer l'environnement social, politique et sécuritaire, devenant ainsi un obstacle à la réconciliation. Dans ce contexte, faire tout pour parvenir à la même compréhension de l'histoire est essentiel, a insisté le représentant.

Il a reconnu le rôle que peuvent jouer, en la matière, l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, tout en voulant que l'on ne perde pas de vue quelques facteurs dont le fait qu'aucun conflit ne ressemble à un autre. Alors que dans certains cas, les commissions vérité peuvent faciliter la réconciliation, dans d'autres, il faudra aller jusqu'à la mise en place de tribunaux.

Il ne faut pas non plus oublier, a poursuivi le représentant, l'importance qu'il y a à ce que les parties au conflit s'approprient véritablement le processus de réconciliation. Les Nations Unies et la communauté internationale devraient éviter de se substituer aux parties mais leur offrir plutôt l'appui politique, financier et logistique nécessaire.

Le représentant a aussi jugé essentiel que les parties s'entendent sur le terrain de l'histoire grâce, par exemple, à des commissions historiques « impartiales et objectives ». Il a appuyé l'idée, avancée par le Président du Conseil de sécurité, de constituer des équipes consultatives de l'ONU ou de renforcer les capacités des archives nationales. Si l'établissement des faits historiques est importante, il n'en reste pas moins que c'est sur le futur que doit se concentrer la réconciliation, a souligné le représentant, en craignant que le fait de revisiter le passé ne vienne raviver les vieilles rancœurs.

Il faut au contraire, a-t-il estimé, se fonder sur un agenda positif et prospectif. Enfin, la réconciliation ne signifie pas impunité. Les responsables des crimes les plus graves doivent être punis, a conclu le représentant qui a avoué que la réconciliation est d'abord et avant tout un processus long et complexe.

Le représentant de la Turquie a ensuite réagi à l'intervention de son homologue de l'Arménie. Il a souligné que le concept de génocide est clairement défini et ne peut être utilisé à la légère. Il a soutenu que les allégations de génocide évoquées par l'Arménie n'ont jamais été juridiquement étayées et qu'il n'existe aucun consensus juridique sur ces événements. La mémoire de l'histoire peut être contradictoire, a commenté le représentant pour qui l'appel à la compassion sélective n'est pas la voie à suivre pour promouvoir la réconciliation entre Turcs et Arméniens. Il a appelé l'Arménie à renoncer à l'emploi d'un langage subjectif.

M. KNUT LANGELAND (Norvège) a fait remarquer que les conflits n'arrivent pas sans prévenir, soulignant les signes avant-coureurs comme les violations massives de droits de l'homme. C'est pourquoi, a-t-il expliqué, la Norvège a apporté son plein soutien au plan d'action « Les droits avant tout » du Secrétaire général.

La Norvège a toujours plaidé pour que le Conseil de sécurité utilise davantage les dispositions du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies relatives au règlement pacifique des différends. M. Langeland a également invité les parties à être toujours prêtes à se parler. Le dialogue est crucial pour renforcer la confiance, a-t-il souligné. Après la Somalie, qui a pu mettre un terme à 20 années de guerre dévastatrice, il faut maintenant que l'on parvienne à changer l'état d'esprit en Syrie, a-t-il souhaité.

Le représentant norvégien a par ailleurs invité à comprendre les contextes. La connaissance des causes sous-jacentes des conflits et l'impartialité sont des conditions indispensables, selon lui. Il a apprécié, à cet égard, que les Nations Unies aient élaboré des directives sur la médiation.

L'ONU dispose aussi d'une série d'outils pour la prévention des conflits, comme les bons offices du Secrétaire général ou les commissions d'enquête. C'est lorsque l'accord de cessez-le-feu a été signé que commence notre travail, a-t-il poursuivi, soulignant l'importance de la Commission de la consolidation de la paix.

Enfin, il a fait valoir l'importance de la réconciliation nationale pour parvenir à une paix durable, ce qui passe par la lutte contre l'impunité pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. Les mécanismes tels que les tribunaux internationaux sont très importants à ce titre, a-t-il ajouté.

M. MASOOD KHAN (Pakistan) a souligné que le spectre de la guerre, a posteriori, était évitable selon les historiens. Au XX<sup>e</sup> siècle, on a abandonné un peu trop tôt la diplomatie, a-t-il estimé. Si la guerre est une réalité et s'il faut toujours être outillé pour y faire face, il ne faut pas commettre à nouveau les erreurs d'il y a 100 ans, a-t-il souhaité.

Il a rappelé que les armes de destruction massive n'existaient pas il y a 100 ans. Selon le représentant, il n'y a pas de paix durable si les marchands de guerre ne cessent de travailler. Il a souhaité que les Nations Unies soient utilisées de manière optimale, en se laissant guider par des intérêts légitimes et la sécurité des peuples. Lorsque les conflits éclatent, il ne faut pas les laisser s'éterniser.

Après que le monde se fut relevé des cendres de la Deuxième Guerre mondiale et qu'il ait créé les Nations Unies, de gros investissements ont été faits dans la promotion des droits de l'homme, le développement et la protection de l'environnement, a-t-il rappelé. Les Nations Unies ont mieux réussi à régler les conflits interétatiques qu'intra-étatiques, a-t-il observé.

Il a estimé que le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies sur la diplomatie préventive et le règlement pacifique des différends n'était pas suffisamment utilisé par les Nations Unies. Il a reconnu que l'équilibre entre réconciliation et justice pénale était délicat mais nécessaire pour notamment éviter de replonger dans la guerre.

Davantage d'argent est dépensé dans la guerre que dans la résolution des problèmes sous jacents qui attisent les hostilités, a-t-il par ailleurs déploré. Il a enfin assuré que son pays continuerait d'appuyer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Reprenant la parole, le représentant de la Fédération de Russie s'est demandé si la Géorgie veut vraiment normaliser ses relations avec son pays. Il a appelé Tbilissi à reconnaître la nouvelle réalité géopolitique de la région du Caucase, notamment le fait que l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie sont des pays.

Son homologue de la République de Corée a réagi à l'intervention du Japon et souligné que le Mémorial de Yasukuni abrite les dépouilles des criminels de guerre qui ont commis des atrocités innommables contre les populations de la région. Le fait que le Premier Ministre japonais s'y soit recueilli peut-il vraiment être interprété comme un geste de paix? s'est demandé le représentant qui a appelé, à son tour, le Japon à reconnaître les faits et à présenter des excuses. Il s'est dit profondément déçu par les affirmations de la délégation japonaise concernant les femmes de réconfort. Ce pays, a-t-il dénoncé, n'a jamais accepté sa responsabilité juridique en la matière et a toujours tenté d'en faire une question humanitaire alors que c'est un crime contre l'humanité.

Le représentant a insisté sur l'importance de se réconcilier non seulement avec le passé, mais aussi avec les victimes pour pouvoir transmettre des enseignements aux générations futures. Il s'est inquiété du projet de révision des manuels scolaires au Japon, y voyant là une tentative d'endoctriner les jeunes qui, a-t-il prédit, conduira à la catastrophe. À quel type de paix le Japon tente-t-il de contribuer?

Le représentant du Rwanda a répondu à son homologue de la République démocratique du Congo (RDC), en expliquant que sa déclaration concernait le thème du débat, à savoir la recherche d'une paix durable ou permanente. Il y avait déjà une force des Nations Unies en RDC en 1961, a-t-il rappelé, constatant que 53 ans plus tard, il y a toujours des conflits dans ce pays. La critique que ma délégation a faite visait les Nations Unies et leur incapacité à aider le peuple congolais à trouver une paix durable, a-t-il précisé. Il a regretté que son collègue de la RDC accuse le Rwanda de tous les maux, sans la moindre preuve. Est-ce que c'est le Rwanda qui a assassiné le Premier Ministre congolais en 1961? a-t-il demandé, avant de donner d'autres exemples comme le fait que la RDC ait accueilli en 1994, après le génocide rwandais, les miliciens qui avaient commis ces crimes sans les séparer des vrais réfugiés rwandais.

Les Nations Unies ont été incapables de désarmer ces miliciens qui forment aujourd'hui les FDLR avec lesquelles la RDC collabore, a-t-il accusé. Il a regretté que la RDC continue de désigner le M23 qui a pourtant cessé ses activités, pour accuser le Rwanda, alors qu'il y a d'autres mouvements toujours en activité qui causent le malheur de la RDC. Le représentant a assuré que le Rwanda continuera à aider la RDC, dans un cadre bilatéral, souhaitant que les Congolais adoptent une approche positive à cet égard.

Répondant à son homologue de la Fédération de Russie, le représentant de la Géorgie a rejeté une interprétation erronée des faits. Je n'ai parlé de mon pays que comme exemple d'enseignements à tirer, a-t-il expliqué.

Son homologue du Japon a dit douter que cette instance soit la plus appropriée pour débattre de questions individuelles émanant du passé et a invité les délégations à se référer à la déclaration que sa délégation a prononcée.

Le représentant de la République de Corée a qualifié ces remarques d'absolument insensées. Il a dit ne pas savoir qui, dans cette salle, considère que le Japon, qui vient entre autres de réviser la définition du crime d'agression, est un pays épris de paix. Le Japon ne pourra jamais effacer l'histoire et les crimes contre l'humanité « spectaculaires » qu'il a commis. Aucun autre pays n'a jamais constitué un corps d'esclaves sexuelles pour son armée, a dénoncé le représentant, avant de revenir une nouvelle fois sur le Mémorial de Yasukuni et la révision des manuels scolaires.

Le représentant de la Chine a souligné, à son tour, que les Nations Unies sont le symbole de la victoire des peuples du monde contre l'agression et le symbole de la justice contre le mal. Il a recommandé de tirer les leçons de l'histoire car lorsque le représentant japonais a présenté des justifications dans sa déclaration et son droit de réponse, il n'a fait que « creuser le trou dans lequel il se trouve ». Dénonçant le « militarisme japonais », le représentant a contesté l'allégation selon laquelle la guerre avait été une guerre offensive, comme le prétend le Japon qui considère les criminels de guerre comme des dieux. Cela montre bien que ce pays a une vision très particulière de la guerre, a-t-il estimé, jugeant que cela constitue un affront à la Charte des Nations Unies et à la victoire du monde contre le fascisme.

Le représentant de la Chine a rappelé que l'armée japonaise avait recruté des femmes de réconfort sans présenter par la suite la moindre excuse ni verser le moindre dédommagement. Les manuels scolaires japonais faussent l'histoire, a-t-il accusé. À part le Japon, a-t-on déjà vu les dirigeants d'un des 193 États Membres se rendre dans un sanctuaire pour glorifier la mémoire des criminels de guerre? a-t-il demandé. Il a insisté sur le fait que les Nations Unies ont été créées pour préserver les générations futures de la guerre.

Son homologue de l'Arménie a dit ne pas pouvoir accepter les politiques négationnistes de la Turquie et sa mauvaise interprétation de l'histoire. Il a souligné que le génocide arménien avait coûté la vie à plus d'un million d'Arméniens et que le « massacre systématique » d'une nation qui a commencé en 1915 était bel et bien un acte de génocide. Il a dénoncé le fait que la politique de génocide de l'Empire Ottoman ne soit pas reconnue par la Turquie en dépit des efforts déployés par la communauté internationale. Pour faire partie du monde civilisé, il faut se garder de nier les faits historiques, a souligné le représentant pour qui la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie permettrait de lever les obstacles psychologiques aux relations entre les deux pays. Il a invité le Gouvernement turc à participer aux activités de commémoration du génocide.

Le représentant de la Turquie a précisé qu'il n'a jamais dit que rien ne s'était passé en 1915, mais seulement que ces événements n'entrent pas dans la définition actuelle du génocide. Il a cité l'exemple du massacre de Srebrenica et le fait que la Cour internationale de Justice (CIJ) n'avait pas pu déterminer si d'autres actes de génocide avaient été commis ailleurs en Bosnie-Herzégovine, faute de preuves concluantes. Il a fait observer que l'Arménie affirme aujourd'hui qu'il y a eu génocide sans fournir le moindre élément de preuve. Il ne faut pas rester otage des événements du passé, a conseillé le représentant.

\* \* \* \* \*